Vol 16 # 14 • Du 5 au 11 Octobre 2022

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE CHOLÉRA REFAIT SURFACE, 8 MORTS



Voir page 3

Cette résurgence du choléra est la faute des conditions précaires dans lesquelles vivent la population victime d'un système capitaliste qui subordonne toute l'activité humaine à l'enrichissement d'une petite élite financière et condamne des millions de personnes à mourir sans accès à de l'eau potable et à des conditions hygiéniques élémentaires.

RENTRÉE JUDICIAIRE ET SCOLAIRE AVORTÉE



Voir page 3

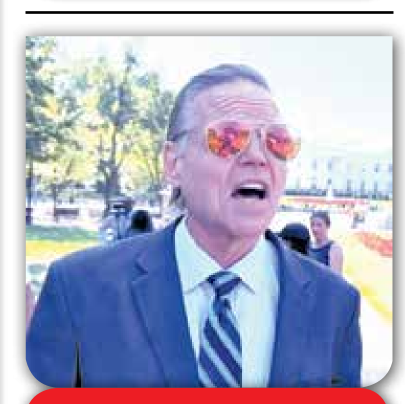
Aucune école publique ou privée, qu'elle soit à la capitale, qu'elle soit dans les autres villes, n'a ouvert ses portes

Deklarasyon Antèn Ouvriye Ayiti sou zak grav nan Pak Endistriyèl KODEVI

Page 6

Deadly Police Attack on Delmas 4 and 6

Page 9



Daniel Foote : Envoyez des forces spéciales en Haïti ou 25 000 soldats !

Page 7



Carnet de voyage : Un Africain à Cuba

Page 10



Palestine : l'occupant israélien assassine 4 résistants à Jénine

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Haro sur les « gangs » : un prétexte pour dissuasion!

Par Berthony Dupont

Il est vraiment important de démystifier d'une façon rigoureuse les manœuvres des puissances impérialistes et de la classe dirigeante haïtienne. Car la situation dramatique du pays livré au chaos relève du cynisme et de la duplicité profonde de la bourgeoisie à la solde du système capitaliste.

Les récentes déclarations faites par les représentants du système capitaliste voulant faire croire que la violence des gangs fait partie de la descente aux enfers du pays, sinon rendre responsables les gangs de tous les maux du pays n'ont pour but que de tromper l'opinion nationale et internationale. *« Nous continuons de soutenir Haïti, notre voisin, qui fait face à la violence de gangs alimentée par des facteurs politiques, et à une immense crise humanitaire. »* Cette rhétorique de Joe Biden n'est qu'une couverture qu'utilise le dirigeant de l'impérialisme américain pour poursuivre avec beaucoup plus d'agressivité sa politique criminelle contre le peuple haïtien.

On a tendance à criminaliser les gangs comme si la violence est un facteur qui leur est inhérent. Pourtant, ce sont les classes dominantes elles-mêmes, flanqués de puissants chefs d'entreprises, pour faire oublier leurs méfaits et l'échec de leur politique de faillite qui alimentent la violence en armant, finançant certains individus de façon à tenir un climat d'insécurité continue contre la classe ouvrière.

Les conditions catastrophiques existant dans le pays sont aussi le résultat direct des guerres et des opérations déstabilisatrices de changement de régime menées par les Etats-Unis et ses alliés des puissances européennes. Rappelons qu'en 2003, la CIA avait financé l'opposition haïtienne, un vaste rassemblement de la Société civile, par le biais de l'Institut Républicain International (IRI) pour provoquer des violences politiques autour d'un faux soulèvement populaire. Comble d'ironie, la majorité de ces réactionnaires militent présentement au sein des deux courants d'Accords politiques en cours : Musseau et Montana.

Si la dégradation de la situation nationale offre aujourd'hui le spectacle pathétique d'un pays en voie de dissolution, c'est le résultat du règne sauvage de l'exploitation, de l'oppression, et de l'infamie impérialiste. Tout a été orchestré pour empêcher toute politique sociale au bénéfice des masses opprimées dans le juste objectif de sombrer le pays dans des crises à n'en plus finir.

Des manœuvres dilatoires qui ne servent qu'à masquer la défense de sordides intérêts impérialistes concurrents et à justifier leurs interventions qui constituent le facteur prépondérant de l'aggravation de nos maux. Depuis 1915, nous sommes sous la domination néocoloniale des États-Unis et cela est lié aux conditions de pauvreté abjecte, de corruption endémique, d'instabilité politique permanente et de crises socio-économiques profondes qui sont l'héritage de plus d'un siècle d'interventions militaires, d'occupations, et de pressions politiques de l'impérialisme américain.

Aujourd'hui les ponts sont désormais rompus entre l'écrasante majorité populaire et les autorités dirigeantes haïtiennes au service des États-Unis. La volonté du peuple s'est exprimée clairement, sans équivoque, par sa participation massive au soulèvement dans toutes les régions du pays pour exiger un changement radical. Cette phase de la lutte, dont l'objectif final est la libération totale et la construction d'une société nouvelle d'égalité et de justice sociale.

Il est prévisible que l'impérialisme et ses alliés locaux de droite comme une certaine gauche ne vont pas rester les bras croisés et laisser faire les masses révoltées. C'est à juste titre que Washington en accord avec ses complices négocient un compromis pour tenir le statu quo et faire avorter la lutte des masses.

Les gangs sont une construction sociale, un plan macabre d'un système capitaliste d'exploitation, M. Biden ! Voici les questions que nous voulons vous poser, suite à votre déclaration à la Tribune des Nations-unies: combien de coups d'Etat les gangs ont-ils déjà concoctés et soutenus en Haïti ? Combien de fois les gangs ont-ils envoyé leurs marines occuper le sol d'Haïti, pillé les ressources du pays et volé à mains armées notre réserve d'or pour la transporter au National City Bank of New York? Combien de Présidents haïtiens ayant une certaine volonté d'améliorer les conditions de vie des masses défavorisées et résoudre les problèmes structurels du pays ont été renversés de leurs fonctions par des bandits à la solde de Washington?

Si par hasard, vous ne le savez pas, demandez à vos prédécesseurs Bush et Clinton si Washington n'a pas renversé tout gouvernement progressiste pour imposer à la place une marionnette indiscutablement « Made in USA ». L'Administration Bush a soumis le pays - où la majorité de la population dans le chômage survit avec moins d'un dollar par jour - à de cruelles sanctions économiques.

Qui avait armé les gangs dirigés par Emmanuel (Toto) Constant, Guy Philippe et Louis-Jodel Chambelain ? Ariel Henry et Magali Comeau Denis n'ont-ils pas été aux ordres du Département d'Etat américain quand des agents du contre-terrorisme de la CIA ont kidnappé le Président Aristide chez lui en février 2004? C'est ce premier kidnapping qui institua ce phénomène barbare d'enlèvements contre rançon dans le pays.

Les véritables gangs, les kidnappeurs, les violeurs sont les produits de votre laboratoire criminel dans la mesure où la CIA travaille de concert avec ces escadrons de la mort. Ils ne sont pas dans les rues avec le peuple en ébullition.

Votre complot de dissuasion ne passera pas contre la cible prioritaire : les dominés qui ne veulent et ne voudraient plus le rester. Il y a quelque chose de pourri que le peuple haïtien est déterminé à abattre pour mettre fin à son calvaire. Il s'agit du système capitaliste aggravant la surexploitation des travailleurs, ce laboratoire pourvoyeur de gangs.

Haro sur les politiques impérialistes et leurs domestiques locaux responsables du chaos créé en Haïti ! Il faut appeler un chat un chat et les membres de la mafia impérialiste internationale de sacrés criminels.

Le Choléra refait surface, 8 morts





L'organisation Médecins Sans Frontières (MSF) a admis 68 patients au sein de ses structures dans le quartier de Brooklyn, et dans les centres de Cité Soleil et de Turgeau



Le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)



La base Népalaise de la force d'occupation la Minustah

Par Marie Laurette Numa

Plusieurs personnes ont été diagnostiquées, puis confirmées d'être atteintes de la maladie du cholera à la capitale haïtienne précisément dans les quartiers populaires de Cité Soleil et Carrefour Feuille. Une façon de dire que cette épidémie qui a été introduite dans le pays, à Mirebalais le 18 octobre 2010, dans une base Népalaise de la force d'occupation la Minustah et qui avait infecté des centaines de milliers de gens et tués plus de 10 milles, refait surface.

Cette maladie intestinale, transmissible par l'eau, entraîne une diarrhée et des vomissements intenses et peut être fatale en quelques heures, en raison de la déshydratation. A cet effet, le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), a informé le 1er octobre 2022 à travers un communiqué qu'un cas d'une victime du choléra a été détecté à Savane Pistache/Decayette dans la commune de Port-au-Prince et d'autres cas suspects ont été détectés dans le quartier pauvre de Brooklyn de la commune de Cité Soleil.

Le dimanche 2 octobre à la résidence officielle du premier ministre de facto Ariel Henry au cours d'une conférence, le ministre de la santé publique et de la population, Dr Alex Larsen, s'est présenté devant la presse pour un nouveau bilan. Il invite « *la population qui proteste dans les rues à faciliter le passage des ambulances, l'accès aux centres de santé ainsi que la distribution de l'eau potable dans les foyers afin d'éviter une catastrophe.* »

Le directeur général du MSPP, Dr Lauré Adrien a annoncé au cours de ce point de presse avoir détecté huit décès. Il a précisé qu'il y a « *deux foyers infectieux identifiés à Brooklyn à Cité Soleil et à Decayette à Carrefour Feuille, ces deux foyers ont déjà provoqués entre 7 et 8 décès* »

Dans la foulée, l'Organisation panaméricaine de la santé / Organisation mondiale de la santé (OPS/ OMS) annonce le lundi 3 octobre avoir installé un Centre de Traitement du Choléra à Cité Soleil afin de prendre en charge les personnes atteintes du Vibrio cholerae. Elle informe avoir fourni plus de 2 tonnes d'intrants et matériels médicaux à Médecins sans Frontières France pour la mise en place d'un Centre de Traitement de Choléra d'une capacité de 50 patients.

L'organisation Médecins Sans Frontières MSF a admis 68 patients au sein de ses structures dans le quartier de Brooklyn, et dans les centres de Cité Soleil et de Turgeau. Le décès d'un enfant de trois ans a été constaté, a annoncé cette organisation dans un communiqué datant du 3 octobre 2022.

Dans un autre communiqué daté du 4 octobre 2022, Médecins Sans Frontières (MSF) informe avoir ouvert des unités de traitement du choléra de 10 lits dans le quartier de Brooklyn, 20 lits au centre d'urgence MSF de Turgeau et un centre de traitement du choléra (CTC) d'une capacité de 50 lits à l'hôpital MSF de Cité Soleil.

Le MSPP compte sur la collaboration de la Population tout en prenant les dispositions nécessaires pour circonscrire cette flambée du choléra. Pour éviter d'attraper cette maladie sinon sa propagation, le Ministère recommande à tout un chacun de prendre toutes les mesures d'hygiène adéquates : Lavage des mains ; Consommation d'eau potable (ou de l'eau bouillie, ou de l'eau traitée avec un produit chloré), Protection des aliments, Utilisation de latrines pour la défécation. Toute personne présentant une diarrhée aigüe, profuse doit se rendre immédiatement au centre de santé le plus proche.

Par ailleurs, les Nations-unies n'ont jamais dédommagé la famille des victimes du choléra, ni aidé à mettre en place des infrastructures nouvelles pouvant éviter la résurgence de ce mal. Rien n'a été fait pour un quelconque réaménagement; pourtant le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Gueterres, vient de verser des larmes de crocodile en déclarant « *profondément préoccupé par la santé et la sécurité des personnes en Haïti suite à la confirmation de cas positifs de choléra et de plusieurs cas suspects dans la capitale, Port-au-Prince.* » Il appelait également « *à un accès immédiat et sans entrave sur le terrain pour faciliter la livraison de carburant à des fins humanitaires.* »

Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire général des Nations-Unies a pour sa part indiqué que « *l'ONU est prête à déployer des équipes d'intervention d'urgence pour soutenir les communautés touchées dès qu'un accès sûr sera assuré et que l'approvisionnement en carburant sera débloqué* » Cette résurgence du cholera est la faute des conditions précaires dans lesquelles vivent la population haïtienne victime d'un système capitaliste d'exploitation qui subordonne toute l'activité humaine à l'enrichissement d'une petite élite financière et condamne des millions de personnes à mourir sans accès à de l'eau potable et à des conditions hygiéniques élémentaires.

Rentrée judiciaire et scolaire avortée



Manifestation partout dans toutes les régions contre la hausse des prix du carburant par le gouvernement, ce exigé par le FMI



Le Bâtiment de la cour de Cassation

Par Isabelle L. Papillon

Lundi 3 octobre 2022, premier lundi du mois d'octobre, était la date prévue pour la rentrée judiciaire haïtienne comme le veut la tradition lorsque se réunissent les plus hautes autorités de l'Etat, du corps judiciaire. Y était également prévue la rentrée scolaire 2022-2023 de la République d'Haïti. Rappelons qu'officiellement la rentrée scolaire était fixée pour le 5 septembre et avait été reportée au lundi 3 octobre.

Malheureusement, les deux rentrées n'ont pas eu lieu et personne ne sait, même pas le gouvernement, quand elles auront effectivement lieu.

De multiples problèmes liés à une désorganisation du système judiciaire haïtien ajouté à la crise sociopolitique actuelle politique ont contribué à la non-rentrée judiciaire. Le vice-président de la Fédération des barreaux d'Haïti (FBH), Carl-Henry Volméus pour donner une certaine explication de ce qui est arrivé a tout bonnement indiqué « *Nos dirigeants n'ont pas besoin d'un système judiciaire qui fonctionne* » Pour ajouter ensuite « *Tant qu'ils ne font montre de volonté pour résoudre les crises que connaît le pays, la Fédération ne prendra pas part à la réouverture des travaux judiciaires* »

Quant à la rentrée scolaire, le ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle, a dans un communiqué publié le 2 octobre, maintenu la reprise des activités scolaires au niveau des dix départements d'Haïti pour le 3 octobre.

Pour apaiser la donne, le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle dit s'attendre à une rentrée scolaire graduelle et a même essayé de sensibiliser la population « *L'école, étant un bien public, doit être sauvegardée et préservée en tout temps. Il appartient à tous les acteurs d'y contribuer pour le bien et le futur de nos enfants* »

Les appels du Ministre Nesmy MANIGAT au respect du « *droit à l'éducation de tous les enfants en toutes circonstances* » ne peuvent rien y faire.

Le dire c'est une chose mais le faire exécuter, c'en est une autre, puisque le pays est en mode de soulèvement général, manifestation partout dans toutes les régions contre la hausse des prix du carburant par le gouvernement, ce exigé par le FMI.

Aucune école publique ou privée, qu'elle soit à la capitale, qu'elle soit dans les autres villes, n'a ouvert ses portes. Aucun élève également vêtu d'uniforme scolaire n'a été remarqué à travers les rues de la capitale et des villes de province.

Au cours de certaines manifestations, des individus portaient symboliquement des uniformes d'établissements scolaires. De nombreux enseignants issus des syndicats d'enseignants ont été dans les rues avec leurs pancartes en main. Ils réclamaient eux-mêmes de meilleures conditions de travail, le retour à la normale du prix du carburant, la fin de l'insécurité et de la mauvaise gouvernance.

Les néo-nazis et la police nationale empêchent d'agir en solidarité avec la lutte du peuple haïtien



Des soldats dominicains et un groupe de néonazis au « Parque Independencia » pour empêcher un mouvement de solidarité à la lutte du peuple haïtien

Par la voix des travailleurs

Le déploiement de dizaines de membres de la Police Nationale, en coordination avec un petit groupe de militants néo-nazis, a occupé ce jeudi les abords du Parc de l'Indépendance à Saint-Domingue pour bloquer la tenue d'un acte de solidarité avec les mobilisations en Haïti contre l'ingérence impérialiste. L'événement avait été convoqué par le Coordonnateur national populaire, qui regroupe des dizaines d'organisations sociales dominicaines. Sous protection policière, les néonazis ont scandé des slogans appelant à l'assassinat de « traîtres », terme couramment utilisé pour désigner les défenseurs des droits de l'homme et les militants de gauche.

Depuis la veille, des néonazis de l'ancien ordre dominicain, un groupe qui revendique publiquement Mussolini et Trujillo, ainsi que d'autres groupes, avaient menacé les organisateurs de l'acte de solidarité, assurant qu'ils étaient haïtiens, et appelant leurs sympathisants à assister armé de bâtons et de pierres au « Parque Independencia ». Utilisant des théories du complot similaires à celle du "grand remplacement" agité par les néonazis aux États-Unis et en Europe, l'extrême droite dominicaine assure qu'il existe des plans "mondialistes" d'institutions telles que l'ONU pour une supposée fusion entre la République dominicaine et Haïti. Ces mêmes groupes propagent souvent des théories du complot anti-vaccin, contre l'éducation sexuelle et reproductive, et contre les droits des femmes et de la communauté LGBTQ.

Un communiqué de presse de la Police nationale a indiqué que le droit de mener des activités pacifiques était refusé aux « pro-Haïtiens », un autre terme couramment utilisé par l'extrême droite pour désigner les membres d'organisations démocratiques, de gauche ou antiracistes. « *La question de la souveraineté du pays et de la défense des meilleurs intérêts nationaux ne sera jamais remise en question sous l'administration du président Luis Abinader* », a ajouté la note, coïncidant avec le discours néo-nazi sur le prétendu caractère anti-national de l'appel de la Coordination nationale Populaire.

Ce modus operandi des groupes fascistes est récurrent, proférant des menaces de mort puis agissant de concert avec la Police Nationale pour empêcher l'exercice des droits démocratiques du peuple dominicain. Ceci en dépit du fait que la Police nationale est légalement définie comme une institution apolitique et non partisane. Le bureau du procureur général, que le gouvernement de l'homme d'affaires Luis Abinader présente comme "indépendant", n'a pas agi contre ces méthodes terroristes malgré le fait qu'au cours des trois dernières années, des lettres ont été présentées demandant l'ouverture d'enquêtes. Il est clair qu'il s'agit d'une politique du régime, partagée par les gouvernements de droite du PLD (2004-2020) et du PRM (2020-actuel).

En décembre 2018, avant une activité sportive à l'occasion de la journée internationale des migrants, convoquée par le collectif HaitianosRD dans le parc Mirador Sur à Saint-Domingue, des organisations fascistes ont menacé qu'il y aurait un "bain de sang". Les autorités, au lieu d'enquêter sur ces menaces terroristes, ont choisi de retirer l'autorisation pour l'activité sportive. Le journal Diario Libre, l'un des journaux les plus diffusés dans le pays, a publié un éditorial dans lequel il décrit l'appel, et la dénonciation subséquente des menaces, comme une provocation qui pourrait déclencher un génocide comme celui du Rwanda contre les immigrants Haïtiens.

En juin 2020, des néonazis ont agi en coordination avec la police nationale pour empêcher un hommage public à George Floyd à Saint-Domingue. Deux militants antiracistes ont été interpellés par des policiers. Malgré la répression, l'activité s'est poursuivie. En novembre 2021, la police nationale a empêché à trois reprises des mobilisations vers le Palais national par l'Union des travailleurs de Cañeros, une organisation syndicale qui regroupe des travailleurs retraités qui réclament depuis une décennie le paiement de leurs pensions à l'État dominicain. . Simultanément, des groupes fascistes se sont rassemblés devant le Palais national sous protection policière, déclarant à la presse qu'ils feraient couler le sang si la manifestation atteignait cet endroit.

Cette alliance de facto entre le gouvernement de Luis Abinader et les groupes fascistes est basée sur leurs coïncidences concernant la politique raciste qu'il mène contre la communauté immigrée haïtienne, y compris la construction d'un mur coûteux à la frontière avec Haïti, l'expulsion des femmes enceintes les femmes et les enfants séparés de leurs parents, la répression contre les travailleurs et l'exigence d'une plus grande ingérence impérialiste en Haïti, avec l'envoi d'une « force de paix robuste », un euphémisme qui signifie une nouvelle occupation militaire. Les expulsions massives d'immigrants haïtiens, qui dépassaient déjà les 57 000 en juillet, sont menées en violation systématique des droits de l'homme, y compris de nombreuses plaintes pour torture et meurtre. Abinader applique également une politique raciste d'arrestations arbitraires contre la communauté dominicaine d'origine haïtienne, qui constitue depuis 2013 la plus grande population apatride de l'hémisphère occidental. Pour ces raisons, la marche fasciste du 6 août à Saint-Domingue, petite mais très médiatisée, a été une mobilisation de soutien critique au gouvernement, soutenant ses mesures mais exigeant leur accélération et leur intensification.

La mobilisation massive du peuple haïtien contre le régime autoritaire et illégitime du PHTK, présidé par Ariel Henry et soutenu par le Core Group, dirigé par les gouvernements des États-Unis, du Canada et de la France, se développe depuis plusieurs semaines. Il a acquis une plus grande force après qu'une augmentation drastique des prix du carburant a été imposée, conformément aux directives du FMI. L'alliance entre le gouvernement dominicain et l'extrême droite n'empêchera pas l'expression de la solidarité avec la lutte du peuple haïtien. Les organisations de gauche, démocrates et antiracistes sont déjà en train de prendre des mesures pour appeler à une nouvelle action de solidarité plus énergique.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
30 septembre 2022

Position de la CATH sur la crise Haïtienne

La Centrale Autonome des Travailleurs/euses Haïtiens/nes (CATH) exprime sa vive préoccupation face à cette situation de misère que sont contraintes de subir les masses populaires opprimées et d'une façon toute particulière les **Ouvriers/ères** du Secteur Textile Haïtien. Ces rudes Travailleurs/ses souffrent quotidiennement dans leur âme et dans leur corps subséquemment aux révoltantes conditions inhumaines qu'ils/elles subissent tant sur leurs lieux de travail que dans les rues et qui s'est aggravée au cours des dernières semaines.

La **CATH** condamne l'assassinat crapuleux de 3 camarades tombées récemment sous les balles de criminels sans foi ni loi dont une dans la ville du Cap et deux autres dans la capitale haïtienne. Comme l'on devrait s'y attendre, aucune des Autorités Etatiques n'a jugé nécessaire d'adresser même un mot de sympathie à leur famille éplorée par ces pertes voir de les supporter. Alors, la population toute entière s'est rendue à l'évidence que ces responsables irresponsables font tout pour trainer le pays jusqu'aux confins des bas-fonds du sous-développement abject. Certes, les **Travailleurs/euses** en seront les premières victimes des conséquences des attitudes manifestement inconséquentes de ces suppôts du capitalisme mondial.

Ainsi, la **CATH** croit que c'est plus que nécessaire de tirer la sonnette d'alarme pour éviter que la barque nationale ne chute sur les récifs de cette politique d'appauvrissement à outrance pratiqué par ce gouvernement fantoche déterminé à satisfaire à la lettre les moindres caprices du Fond Monétaire International (FMI) visant à répondre aux exigences inacceptables et anti-ouvrières à travers des décisions aussi irrationnelles qu'impopulaires notamment l'augmentation à la pompe du prix de l'essence à plus de 120%. Ces mesures suicidaires et criminelles adoptées en dehors de la loi sont venues compliquer encore le quotidien déjà dramatique des **Travailleurs/euses** qui triment pour une pitance, tout aussi bien que les Masses Populaires qui gisent dans une oppression pesante. A un moment où la Population entière se retrouve coincée entre les serres aciérées de la misère, de l'insécurité, des enlèvements contre rançon tandis que parallèlement les membres du Gouvernement ne cessent de patauger au vu et au su de tous et de toutes dans la marre puante de corruption qui fait la une de toutes les actualités. Et, la **CATH** estime qu'enfin c'en est trop. « *Se twòp atò* ».

La CATH prend acte de la note du secteur privé des affaires qui s'aligne à la décision criminelle du gouvernement de facto dans sa politique injuste, inhumaine et insensée de décapitalisation des couches économiquement plus faibles. Ainsi, si vous voulez qu'on vous prenne au sérieux, la **CATH** vous exhorte à ajuster ipso facto le salaire minimum de 150% selon le voeu de votre propre note en attendant que le pays soit doté d'un gouvernement responsable capable d'adresser tous les problèmes auxquels la Population fait face. En outre, la **CATH** condamne sans la moindre réserve l'incident regrettable survenu le jeudi 29 septembre dernier, où à l'appel des dirigeants de la CODEVI, des militaires dominicains avec des chars de guerre ont foulé le sol sacré de Dessalines en faisant irruption sur le territoire haïtien à Ouanaminthe. Ces brutes ont martyrisé plus d'une trentaine d'Ouvrirer/ères tout en portant de graves affronts à notre souveraineté en violation de la Constitution Haitienne ainsi que les Normes Internationales du Travail. En ce sens, la **CATH,** en tant que Syndicat de lutte de Classe et de Masse sollicite la Solidarité du Mouvement Ouvrier Classiste International UISTEXGAL et la FSM pour nous aider à dénoncer la politique d'oppression à l'encontre de ces Travailleurs/euses victimes de graves agressions physiques et morales jugées révoltantes.



Centrale Autonome des Travailleurs/euses Haïtiens/nes (CATH)

Fort de toutes ces considérations, la **CATH** exige du Premier Ministre de facto Ariel Henry le retrait sans délai de cette décision injuste qui consiste à augmenter d'une façon inconsidérée le prix du carburant à la pompe. Nous invitons les forces vives du Pays à mettre en place un gouvernement à caractère socialiste qui prendra en compte toutes les désiderata de la Population entière. Ainsi la CATH exige du Gouvernement de :

Mettre fin à l'application de toute politique dictée par le FMI,

Adopter une stratégie visant à réinstaurer un climat de sécurité sur l'ensemble du territoire national,

Cesser les violations policières contre la population qui défend ses droits légitimes à travers des manifestations pacifiques,

Adopter des dispositions visant à combattre la vie chère et l'inflation,

Fournir des explications claires et précises sur les 3 milliards ainsi que les 135 millions destinés initialement à soulager la misère des couches les plus vulnérables de la Population

Accorder des subventions substantielles aux couches vulnérables de la Population en général et d'une façon toute particulière aux Travailleurs/euses.

Annuler sans condition le circulaire 114 de la BRH qui permet aux riches de s'enrichir plus encore avec le dollar provenant des transferts (***remèt Pèp la kòb US li jan yo voye l pou li a***).

Sur cette base, si le gouvernement refuse de répondre aux revendications légitimes de la Population, la **CATH** va continuer, aux côtés d'autres organisations de base et des Masses Populaires ainsi que les **Travailleurs/ses** à prendre part activement à toutes les formes de mobilisation ayant pour objectif à forcer le premier ministre Ariel Henry à se démettre de ses fonctions et ce, san délai.

Vive la lutte des Masses Populaires !

Vive la CATH !
Vive AYITI !
Vive la FSM !
À bas le FMI !
À bas le Capitalisme et l'Impérialisme !

Pour le Comité :
Fignolé ST-CYR
Secrétaire Général

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public accueille l'action du demandeur, le sieur Carl Henry PHANOR, en la forme ; Maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt deux juillet deux mille vingt deux contre la dame née Natacha MITILUS, Admet le divorce des époux Carl Henry PHANOR, la femme née Natacha MITILUS pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, aux torts exclusifs de l'épouse ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Est de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ; Compense les dépens vu la qualité des parties. Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement

RENDU DE NOUS, Jean Osner PETIT PAPA, Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi vingt deux juillet deux mille vingt deux en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Me. Eunide LEGERME, faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Marie Yolande Cadet Zetrenne, Greffière du siège

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi.....etc.....

Haïti : l'audace du désespoir



Manifestation au Cap-Haitien. Accrochez-vous à vos cris !

Du regretté journaliste jamaïcain John Maxwell sur l'impérialisme, le sous-développement et l'histoire d'amour étrangère avec la misère d'Haïti. Cet article a été initialement publié dans The Jamaica Observer, le 5 avril 2009.

Commentaire sur « l'audace du désespoir », de John Maxwell, 2009

L'un après l'autre, les représentants des nations qui composent le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) ont pris la parole lors d'une session spéciale sur Haïti, tenue lors de la 77e réunion annuelle de l'Assemblée générale. France, Canada, Irlande, Russie, Mexique, Brésil, République Dominicaine, Norvège, Kenya, Emirats Arabes Unis, Albanie. Tous affirmant que la « crise » en Haïti était due à la « violence des gangs », à la « guerre des gangs », au « crime organisé », avec des appels à la nécessité de la « pacification » et du « renforcement des capacités », les mots typiques des racistes à la mode de représentants d'une institution hypertrophiée, hiérarchisée et anti-démocratique se faisant passer pour une organisation mondiale.

C'est un miracle que l'Albanie, un pays pauvre aux confins de l'Europe dont les habitants vont certainement continuer à souffrir du déclin économique et politique dans les mois à venir, ait eu un représentant essayant d'évaluer ce qui afflige Haïti. Ou que l'Irlande, pays qui tente encore de revendiquer sa pleine indépendance, fasse de même. La chose la plus amusante pour nous a été d'entendre le représentant kenyan parler d'Haïti comme d'un « État en faillite ».

Ce qui n'a pas été abordé, c'est le fait que le peuple haïtien est entré dans sa sixième semaine de protestations contre le gouvernement fantoche soutenu par les États-Unis d'Ariel Henry et la poursuite de l'occupation et de l'ingérence du Groupe central et de l'ONU elle-même. Avec toutes les discussions sur «l'anarchie» haïtienne, on ne saurait jamais que l'autre raison principale des protestations était la décision du gouvernement illégitime, sous les diktats d'austérité du FMI, de réduire les subventions aux carburants, au milieu d'une spirale d'inflation et d'insécurité économique.

Ce que l'action du Conseil de sécurité des Nations Unies en Haïti a démontré, c'est un engagement envers l'organisation; pour ceux du Conseil de valider leurs positions, c'est-à-dire la position de l'ONU en tant que véhicule de l'impérialisme occidental. La position de la Chine était plus surprenante car son représentant semblait presque blessé que les Haïtiens puissent haïr l'organisation qui les opprime depuis des décennies. Nous supposons qu'il ne se souvenait pas comment les soldats de l'occupation de l'ONU ont apporté le choléra en Haïti, tuant des milliers de personnes et comment Ban Ki Moon de l'ONU a répondu aux appels à la restitution d'Haïti avec mépris.

Haïti, « Tenez-vous bien à vos cris ! » C'est ce que John Maxwell suggère que nous fassions face à ce moment de crise et de désespoir induits. Maxwell, un grand journaliste jamaïcain et ami de longue date d'Haïti et des Caraïbes décédé en 2010, a bien compris que les calamités infligées à Haïti par l'Occident et ses sbires sont durables et constantes. Dans le commentaire de 2009, reproduit ci-dessous, Maxwell s'attaque à la duplicité impitoyable du gouvernement américain, du National Endowment for Democracy, de l'élite politique américaine noire, africaine et caribéenne, et en particulier de l'ONU. Le seul problème d'Haïti, soutient Maxwell, « c'est qu'il y a des gens qui veulent que les Haïtiens restent dans la misère qu'ils ont été obligés d'embrasser ». Gardons nos cris !

L'audace du désespoir par Jean Maxwell

Accrochez-vous à vos cris !

Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations Unies, un être humain par ailleurs excellent, j'en suis sûr, fait partie de ceux, comme les fous bouillonnants de la Banque mondiale et d'autres agences financières internationales (IFA), qui croient que ce qui afflige Haïti, c'est simplement un cas de développement économique déformé et qu'il existe une formule simple pour arranger les choses. Le développement des zones franches et le vote régulier seront des remèdes sûrs.

Le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental en est arrivé là, selon un éminent groupe d'hommes politiques et d'experts du secteur privé, à cause de la mauvaise gestion des indigènes et de l'incompétence de la population haïtienne noire et de ses dirigeants.

Parmi ceux-ci figurent Colin Powell, Condoleezza Rice et leurs conseillers, y compris la progéniture toxique de Jesse Helms : Roger Noriega et Otto Reich et *l'International Republican Institute*, et avant eux se trouvaient Thomas Jefferson, qui a défini les Noirs comme trois cinquièmes humains et William Jennings Bryan, trois fois candidat du Parti démocrate à la présidence américaine et qui, en tant que secrétaire d'État, s'étonnait des prétentions des Haïtiens qu'il considérait comme une bande de « nègres parlant français ».

Accrochez-vous à vos cris !

Dans le New York Times la semaine dernière, Ban Ki Moon notait : « Oui, Haïti reste désespérément pauvre. Il ne s'est pas encore complètement remis des ouragans dévastateurs de l'an dernier, sans parler des décennies de dictature malveillante. Cependant, nous pouvons rapporter ce que le président René Préval nous a dit : « Haïti est à un tournant ». Elle peut régresser vers les ténèbres et une misère plus profonde, sacrifiant tous les progrès du pays et le travail acharné avec les Nations Unies et la communauté internationale. Ou il peut éclater dans la lumière, dans un avenir plus brillant et plus plein d'espoir.

En août dernier, le secrétaire général était plein d'espoir : *« Le moment est venu de reconstruire les institutions qui ont été détruites par des années de négligence, de corruption et de violence, de les renforcer afin que l'État puisse fournir les services dont la population a besoin ».*

Lors de sa dernière visite, Ban a déclaré : *« Il est facile de visiter Haïti et de ne voir que la pauvreté. Mais lorsque j'ai récemment rendu visite à l'ancien président Bill Clinton, nous avons vu une opportunité. Mon conseiller spécial sur Haïti, l'économiste du développement de l'Université d'Oxford, Paul Collier, a travaillé avec le gouvernement pour concevoir une stratégie. Il identifie des mesures et des politiques spécifiques pour créer ces emplois en mettant particulièrement l'accent sur les atouts traditionnels du pays : l'industrie du vêtement et l'agriculture ; créer le type de « clusters » industriels qui en sont venus à dominer le commerce mondial ; étendre considérablement les zones d'exportation du pays, afin qu'une nouvelle génération d'entreprises textiles puisse investir et faire des affaires en un seul endroit. En créant un marché suffisamment grand pour générer des économies d'échelle, ils peuvent réduire les coûts de production, et ce dès qu'un certain seuil est franchi. Cela peut sembler ambitieux dans un pays de neuf millions d'habitants, où 80 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour et la moitié de la nourriture est importée. »*

Quelqu'un peut-il vraiment être aussi mal informé ? Quelqu'un peut-il croire qu'un pays de neuf millions de pauvres vivant avec moins de 2 dollars par jour et important la moitié de leur nourriture peut générer des marchés prospères pour autre chose que la production de subsistance ? Ban Ki Moon est notre nouveau Dr Pangloss* : tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Accrochez-vous à vos cris !

« *C'est facile de visiter Haïti et de ne voir que la pauvreté.* » Ce n'est sans doute pas beaucoup plus difficile si vous y habitez et que, comme un curé nommé Jean Bertrand Aristide, vous vous enflammez à l'idée que vous et les vôtres allez changer les choses, « *construire une utopie sur un tas de fumier* ».

Le seul problème est qu'il y a des gens qui veulent que les Haïtiens restent dans la misère qu'on leur a fait embrasser. Les explications faciles des journalistes américains sur Haïti ont toujours été des mensonges, débités par nul autre que Thomas Jefferson et cultivés avec diligence par des générations de racistes déterminés à garder les Haïtiens là où ils appartiennent.

Les Haïtiens ont toujours été présomptueux : il y a deux cents ans, ils se sont battus au-dessus de leur poids et ont gagné, abolissant l'esclavage, anéantissant les ambitions de la France dans le Nouveau Monde, doublant la taille des États-Unis, et surtout, étant la première nation du monde à consacrer les droits de l'homme, de la femme et de l'enfant, les droits universels fondamentaux de l'être humain, dans sa Constitution.



Portrait of John Maxwell (1971), Collection: National Gallery of Jamaica.

Les révolutions américaine et française presque contemporaines n'ont pas fait ce que les Haïtiens ont fait. L'esclavage a persisté en France et aux États-Unis, et il y a 30 ans, les États-Unis ont renoncé à essayer d'obtenir un amendement sur l'égalité des droits quelques années après avoir imposé de justesse une loi sur le droit de vote pour donner à tous les Américains le droit à leur démocratie. Les Haïtiens constituaient une menace sérieuse pour le capitalisme américain basé sur l'esclavage, promettant la liberté à quiconque mettait les pieds en Haïti, nommant une rue principale après John Brown et armant Simón Bolívar pour aller libérer l'Amérique latine. Comme les Cubains un siècle et demi plus tard, les Haïtiens devaient être contenus.

Les Américains et les Français se sont consacrés à résoudre le problème haïtien de manière très professionnelle. Les Haïtiens avaient du sucre à vendre, mais leur seul véritable marché était

suite à la page(15)

Deklarasyon Antèn Ouvriye Ayiti (A.O.A) sou zak grav nan Pak Endistriyèl KODEVI



Pak Endistriyèl KODEVI

Antèn Ouvriye Ayiti (A.O.A) denonse aksyon kriminèl majistra Wanament lan Luma DEMETRIUS fè kont ouvriye yo nan Pak Endistriyèl Karakòl la. An menm tan, nou pwoteste epi kondane entèvansyon lame domiken fè kont ouvriye Ayisyen yo nan CODEVI (Compagnie de Developpement Industriel).

Jedi 29 septanm 2022 a, majistra Wanament lan, Luma DEMETRIUS fonse machin li sou yon gwoup ouvriye nan lakou Pak Endistriyèl Karakòl la, li touye plizyè ouvriye epi blese plizyè lòt. Daprè deklarasyon plizyè ouvriye, yo t ap manifeste kont patwon CODEVI a, kont move kondisyon y ap travay. Ouvriye ki viktim fè konnen : machin majistra a te andedan Pak Endistriyèl KODEVI a, pandan yo t ap manifeste kont move kondisyon travay y ap viv andedan zòn Franch lan. Majistra Luma fonse machin li sou foul la, touye plizyè ouvriye, blese grav plizyè lòt.

Antèn Ouvriye Ayiti, kondane epi pwoteste kont entèvansyon lame dominiken fè nan Pak Endistriyèl KODEVI a, ki sou teritwa peyi Ayiti. Zak lame domiken an, vyole dwa granmoun peyi a, vyole konvansyon entènasyonal sou respè dwa ak entegrite peyi a. Men tou, sa montre nou yon fwa ankò, kouman kesyon zòn franch lan pa gen anyen pou l wè ak peyi a. Zak sa a pase yon semèn apre minis Afè Etranjè Jean Victor GENEUS sot deklare nan nasyonzini (tout bagay sou kontwòl). Alòske, menm yon deklarasyon gouvènman restavèk PGHTK 3zyèm vèsyon Fizyon Sosyal Demokrat yo, INITE, Sektè Demokratik Popilè ak alye yo, pa fè pou denonse entèvansyon militè dominiken yo.

Antèn Ouvriye Ayiti, mande paran moun ki mouri yo ak moun ki viktim yo, pote plent nan tribinal kont majistra Luma ak patwon KODEVI a, pou nou jwenn jistis ak reparasyon. Pandan nou dwe kontinye mobilize pou egzije demisyon Aryèl Anri ak tout gouvènman PHTK 3zyèm vèsyon an. N ap raple, tout ouvriye ak travayè dwe antre nan bonjan sendika konbatif ak revandikatif, pou n patisipe nan kraze sistèm kapitalis sovaj la. Annatandan, n ap batay pou mete yon gouvènman tranzisyon koupe fache.

Aba majistra ak gouvènman kriminèl, aba lame dominiken, viv yon rejim sosyalis revolisyonè.

Lominy EDMOND
Sekretè Jeneral

Mèsi Minista

Zòt rale sòm mètdam men longè
Sot nan koridò kraponnay jis Bèlè
Kraponnen yo ak mechanste Lisifè
Pou fòse tout tchovi n yo fè yo pè
Ret tann Jezi k pe vin chak titalè
Mèsi Minista pou misyon malfèktè

Pèpetyèl file ti pwent tete l a midi
Sou tèt mòn Boutilye sou zèl lapli
Kontinye fòse tout pitit pitit ti Mari

Ret tann ret tann tann retou Jezikri
Mèsi Minista pou tout vèsè ti manti

Retou menm Jezi pitit malentespri
Malentespri matchòpwèl lòt simagri
Lè l te voye l an katimini plen minwi
Al fè kadejak jis anba ti vant ti Mari
Mèsi Minista pou tout krèy salopri

Detan dòmi fèk sele Mari toutouni

L te fin sou nan danse dans bab mayi
Danse sou zèl rara nan plenn Jandeni
Mèsi Minista pou tchovi kolera k mouri

Pastè dyòl doudous siwo nan de ran dan
Pè avadra konntenè zam nan dwàn nan
Fidèl makak an bon penitans sou de ran
Pe ret tann retou Jezi depi katsan milan
Ajenou pe ret tann Jezi depi dikdantan
Mèsi Minista pou Kolera pwazon vyolan

Kolera Minista kostim koulè aganman
An bon estil kolon maton nan mechan
An bon estil okipan rèv krèy kayiman
Sou lòtèl reziyasyon anvayi n an gran jan
Mèsi Kolera bon matchòpwèl pitit satan

Legliz pwomèt nou retou Jezi bon wa
Minista anvayi n ak bon pwazon Kolera
Legliz te di n se sèl sòm mitan bib la
Ki se zam tout sa k gen jèm lafwa
Legliz episkopwèl alèkile pa kwè sa

Monseyè ak pè anglikan wa valpa
Plis kwè nan trafik gwo zam fann fwa
Pou ranmase kolonn pakèt kès milya
Pil milya pa lafwa.. pou sizoka pa ka
Mèsi rèn Elizabèt ak chapo m byen ba
Pou tout chaplè sakreman pikan kwenna
Mèsi kolera Minista, pitit boujwa 184 la

Mèsi Jezi wa pou gwo pisans levanjil la
Pè mè monsenyè pastè milyadè pa lafwa
Mèsi Minista pou kolera sous anpil milya

J. Fatal PIARD

LANMÒ

N ap anonse ak yon kokenn doulè lanmò sibit Frantz Christophe tout moun konnen sou non Fanfan Christophe. Fanfan se te kwafè moun nan 5 boro yo ak Long Island. Repitasyon l nan metye sa a te sanparèy. Kanta pou danse, se te yon gran pati nan vi li tou ki te toujou fè kè l kontan. E, li fè kè moun k ap gade l ap danse kontan tou. Fanfan kite dèyè 3 pitit li yo: gason li, Frantz Samy Christophe, pitit fi l yo Betsy ak Djenane Christophe ak pitit pitit yo.

Fanfan kite dèyè tou yon gran fanmi, li avèk yo lontan, se fanmi « Melodias Romanticas » Fred Price ap dirije. Chak dimanch se nan Melodias l al danse konpa, bolero, bachata, chachacha, merengue, valz ak rara, epi sitou salsa. Li danse tout dans sa yo byen anpil. N ap prezante kondoleyans nou ak tout manb fanmi Christophe, Saint Simon ak Simeon e ak tout zanmi/fanmi « Melodias Romanticas » yo, san nou pa bliye patnè dans li, Jocelyn Gay. Kondoleyans tou ak tout fanmi ak zanmi Fanfan, sa ki pre ak sa ki lwen ki afekte ak disparisyon li.

Pou enfòmasyon sou aranjman fineray la, kontakte Betsy Christophe nan: 646-300-0602

Jan chache Jan twouve

J. Fatal Piard



Zelenski

Dapre dènye nouvèl ki fèk tonbe nan moman n ap ekri la a gen gwo tèt chaje nan Pentagòn nan Kèdòse, an Angletè, Lespay, Itali ek nan tout peyi Loksidan kolon kretyen yo. Depi kèk jou, tout Vakabon a kòl ki te konn fè konprann se yo sèl ki sèl grenn Towo ki gwonde resi jwenn ak bouchon yo. Enben jounen jodi a se daypè yo met nan dèyè yo tèlman yo pa sispann tranble tout jounen.

Blan yannki kretyen okipan ki te fè kwè yo se Lwijan Boje yo met ajenou nan pye diplomasi peyi Endyen ak Tiki yo pou konvenk peyi Risi pou l pa itilize zouti sa a yo bay pou **ZAM NIKLEYÈ** a. M swete nou tout tande byen nan de twou zòrèy nou ????? **ZAM NIKLEYÈ !!!!! ZAM NIKLEYÈ !!!!! ZAM NIKLEYÈ.** Malè avèti pa touye youn nan kolonn kokobe n konn wè nan ri Fwonfò yo.

Nan peyi Polòy kote moun yo t ap plede bat kò yo anpil depi lagè a koumanse, gouvènman an koumanse simaye mask ak anpil grenn. Medikaman sa a yo se pou konbat radyasyon pou diminye kantite kadav yo ka genyen nan jou k ap vini yo nan peyi yo sizoka pa ka. Kòm nou tout konn sa a deja, depi Jan plede chache, nan chache chache, Jan pa fouti pa twouve yon jou. Men gen de jou se sou zo grann li Jan konn tonbe.

Inyon Ewopeyèn rele anmwe
Anpil peyi nan Inyon Ewopeyèn nan gen anpil plenyen ak rèl anmwe. Anpil nan yo pa sispann plenyen paske yo estime nonm Zolenski a tounen yon malè pandye kote gen dirijan ki gen tan ap di yo pa pral viktim pou misye sa a ki pa itil yo anyen. E yo tout wè nonm Zolenski sa a tounen yon zo reken tou cho ki kwoke antravè nan fon gòj yo. Fò n sonje tou depi 2011 pou jis jounenjodi menm peyi kolon Loksidan kayiman sa a yo kwoke yon zo pwason tou cho nan ti gòjèt Ayisyen tou !!

Enben zo reken sa a, yo bay pou nonm Zolenski sa a se lokazyon pou blan Loksidan kretyen malveyan tou aprann sa. Nou swete yo tou aprann grenn piman zwazo ki pa gou nan grenn je kòdenn nan, l pa gou nan grenn je tipoul la nonplis. Nan konsa, gen manzè Anngela Mèdkèl ki kase met nan 2 zago Chanselye Alman an nan desizyon krab li pran pou l mache tèt bese kou ti chen lamègzo k ap kouri dèyè rès zo anba pla pye Baydenn. Anngela Mèdkèl plenyen anpil timanzè k ranplase l la frennen elan ekonomi Almay.

Pap la pran presyon
Pap Franswa katolib yo fè konprann ki reprezante Jezi jwif yo sou latè li menm gen lontan sa se sou chèz woulant li bijo chita tout jounen tout lannwit. Kote w tande l plante a l pa fouti fè wonnpòt si se pa yon moun ki pouse l tankou yon madigra mal maske ki sou yon kabwèt sou Chalmas. Li plake yon kote si w konn yon vye estati yon eskiltè machòkèt fè depi sou Galile. E, sa k pi mal kote w tande l plante a si w konn yon pikèt akra a se la l fè tout afè l nèt. Nou konprann sa m vle di.

Jezi sa a l plede fè moun konprann ki tou pisan e ki fè tout bagay la, se li l reprezante. Gen anpil nan ipokrit yo ki fè konprann se jezi sa a ki te leve Laza a epil pa leve Lepap sa ki se bon matchòpwèl li. Men, jounen jodi a nonm sa a k reprezante l la pa menm wè l menm alevwa pou l ta pete nan koton mapou ba l santi. Li kite l pe pouri sou yon chèz woulant si w konn yon vye ranyon yo bliye sou yon blayi dèyè kay la.

Nonm Franswa 1[ye] sa a rele anmwe pou l di tout peyi loksidan an yo sa Jezi wè pou yo Antwàn nan Plenn Gonmye nan Grandans pa fouti wè l. Reprezantan Jezi jwif yo mande tout kriminèl ki konn pe fè gwo kòlet yo pou yo fè yon krèy pou yo rale 2 fèy zòrèy nonm Zolenski sa a pa dèyè. Paske nan yon rèv je klè krèy bondye katolib yo revele lepap si nonm Zolenski sa a kontiny chawonyen Larisi, Gason Kanson ki rele Poutin nan l ka nèk rete l wè Ikrèy tounen yon pil lafimen ak sann menm jan blan kretyen meriken te fè l pou Iwochima ak Nagazaki jou k te 6 dawout 1945 nan 2[yèm] lagè mondyal.

Soumaren Nikleyè
Mache chache pa janm dòmi san soupe vre. Chodyè a cho anpil la a. L prèt pou eklate nan boul figi loksidan kretyen. Timoun pa pa poteboure bò dife. W a boule tande ! Se kounye a salami tou cho pral voye. Gen yon soumaren Larisi ki gen misyon pou l atake e ki pote yon **Flonn Dechay Nikleyè**. Si grenn je w gen lasi ki koud li chache yon bon biren pou n fè yon bòs mason kase l pou n ka li sa k ekri a.

M di n byen yon **Soumaren ki pote yon Flonn Dechay Nikleyè** ki pi move pase Satan ak tout Lisifè ki pe sige nan direksion Lanmè Nwa ak yon krèy **Bonbadye Estratejik** ki kite baz yo san pèsonn pa konn ki kote yo fè. Nan moman n ap ekri la a nou nan papòt 3[yèm] Lagè mondyal. Dapre sa moun ki wè pi lwen pase nou di n. Li posib pou lè lagè sa a fini se Ayisyen natifnatal parèy ki ekri listwa (Tout sa k vle ya va konprann)

Kolera Minista retounen
Dènye nouvèl yo ta fè konnen Ministè Sante Piplik ak Popilasyon mete de men nan tèt. Se Minis la menm ki parèt ak batwèl machwè l pou l anonse nouvèl sa a ki bay vant kòde. Men li, Kolera Minista retounen debake nan dengonn pèp Ayisyen an. Sa n t ap chache a, nou resi jwenn li. E ta sanble nou jwenn sa n t ap chache a ak bonjan degi. Nou rele sa, mete sida sou kansè.

Antouka, Pèp Souvren an di mèsi Minista pou Kolera sa a. Mèsi GNB ak boujwa sida sa a ki te bay Minista baryè lib pou l rantre. Detan pastè raketè mete mas pòv yo ap siveye retou Jezi jwif yo Kolera pase dèyè koumanse gaspiye moun devan dèyè pou voye al jwenn menm Jezi sa a. Anmenmtan pri gaz chè ap tann tout sa Kolera pat ko sasinen yo pou l fè fen yo. Epi 20.000 konntenè zam fann fwa legliz episkopwèl yo kanpe buen rèd nan dwàn yo. Y ap tann delegasyon bandi pou vin achte pou y al sasinen pitit pèp la... nan non bondye anglikan an yo.

Daniel Foote : Envoyez des forces spéciales en Haïti ou 25 000 soldats !



L'ancien envoyé spécial en Haïti, Daniel Foote, lors d'un rassemblement le 19 septembre à Washington, DC : « J'ai proposé d'envoyer une compagnie ou deux des forces spéciales américaines pour former un groupe de travail anti-gang au sein de la police nationale haïtienne. »

Par Dan Cohen*

Alors que le gouvernement haïtien est sur le point de s'effondrer au milieu d'un soulèvement populaire, l'ex-envoyé spécial des États-Unis en Haïti, Daniel Foote, insiste sur le fait que les États-Unis doivent soit envoyer des forces spéciales pour former une unité SWAT de la police nationale haïtienne, soit envahir avec 25 000 soldats à une date « imminente ».

Le 19 septembre, des militants se sont rassemblés devant la Maison Blanche pour commémorer un an depuis la déportation massive de demandeurs d'asile haïtiens à Del Rio, au Texas.

La commémoration a eu lieu alors qu'un soulèvement populaire en Haïti entrait dans sa troisième semaine, déclenché par la hausse des prix du carburant imposée par le Fonds monétaire international dans un contexte d'inflation galopante et d'insécurité totale.

« *Nous devrons réajuster le prix du gaz* », a déclaré le Premier ministre par intérim Ariel Henry aux Haïtiens dans un discours télévisé le 11 septembre, cherchant à éviter tout blâme. « Je sais qu'il y a des gens qui vont essayer de vous chauffer la tête, vous dire de descendre dans la rue pour que l'essence ne revienne pas à son prix normal… La violence n'a pas sa place. La violence ne nous mènera nulle part. J'ai lancé un appel au calme à tout le monde.



Le directeur du Conseil de sécurité nationale des États-Unis, Juan Gonzalez : « Le simple fait de laisser aux Haïtiens le soin de résoudre leurs problèmes est une ligne qui, à mon avis, ignore une situation vraiment, vraiment préoccupante et qui se détériore à l'intérieur du pays. »

Les États-Unis et leurs partenaires juniors, cependant, ont cherché à rejeter la responsabilité des troubles sur les intérêts économiques locaux et les soi-disant «gangs».

Le 21 septembre, le président américain Joe Biden a déclaré à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) : « *Nous continuons de soutenir notre voisin en Haïti alors qu'il fait face à la violence des gangs alimentée par la politique et à une énorme crise humaine, et nous appelons le monde à faire de même* », ajoutant que « *nous avons plus à faire* ».

“Si vous regardez les manifestations qui ont lieu à la suite de la fin des subventions sur les carburants, elles sont financées par des acteurs économiques”, a commenté Juan Gonzales, haut conseiller de Biden et directeur du Conseil de sécurité nationale.

A la manifestation devant la Maison Blanche, l'ancien envoyé spécial des États-Unis pour Haïti, Daniel Foote était présent, et il a averti que si Washington ne forme pas une unité de la police nationale haïtienne pour réprimer les soi-disant « gangs » d'Haïti, il lancera une invasion à grande échelle. « *Les États-Unis ont deux choix : soit renforcer la police maintenant, probablement en utilisant des formateurs militaires, donc envoyer une compagnie de formateurs des forces spéciales pour former la police et mettre en place une force opérationnelle anti-gang, soit envoyer 25 000 soldats à une période indéterminée mais imminente. à l'avenir* », a déclaré Foote.

Ce dernier a démissionné de son poste en septembre 2021, citant le traitement inhumain des Haïtiens à la frontière comme point de rupture.

« *J'ai réalisé que je ne pouvais plus avoir l'impact positif et pousser Haïti là où elle doit aller dans mon rôle d'envoyé spécial à cause du gars dans ce bâtiment juste là* », a-t-il déclaré à la foule, pointant vers la Maison Blanche.

Cette démission lui a valu les éloges d'éminents intellectuels, dont le cinéaste Raoul Peck, qui a qualifié le témoignage de Foote au Congrès de « bouleversant et rédempteur », affirmant qu'il « *rendait une certaine mesure d'honneur à des décennies d'intervention américaine éhontée* ».

Depuis sa démission, Foote s'est vivement opposé au soutien continu des États-Unis au Premier ministre haïtien par intérim Ariel Henry, qui reste en poste malgré son implication dans l'assassinat en juillet 2021 du président Jovenel Moïse.

Plutôt que de retirer son soutien à Henry, Washington a cherché à l'unir à son principal rival, une coalition de partis politiques traditionnels et des dizaines de soi-disant groupes de la société civile, connus sous le nom d'Accord de Montana.

Décrite comme une alternative “dirigée par les Haïtiens” à Henry, la coalition de Montana propose un gouvernement de transition de deux ans menant à des élections.

Cet Accord est dirigé par Magali Comeau Denis, qui, comme Ariel Henry, a été une figure clé du coup d'État orchestré par les États-Unis en 2004 contre le président Jean-Bertrand Aristide ainsi que ministre de la Culture du régime de facto mis en place après l'éviction .

Jusqu'à présent, les tentatives de l'administration Biden d'unir les deux coalitions se sont avérées infructueuses.

Malgré le poste de Premier ministre d'Henry, l'accord de Montana est de plus en plus favorisé par Washington, le secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental Brian Nichols l'approuvant publiquement.

Alors que le soulèvement a secoué le gouvernement d'Henry, le groupe de réflexion phare de l'establishment américain sur la politique étrangère, le Council on Foreign Relations (CFR), a publié un document stratégique approuvant l'Accord du Montana comme « le plan haïtien le plus crédible sur la table », déclarant « les États-Unis Les États devraient encore aider les Haïtiens à initier sa mise en œuvre.

Au début de 2022, alors que l'administration Biden faisait pression sur le groupe du Montana pour qu'il fasse un compromis avec Ariel Henry, l'accord s'est rompu.

Le Mouvement haïtien pour la liberté et l'égalité pour la fraternité (MOLEGHAF) s'est retiré, accusant le Montana de participer à « *un complot international* » et disant « *nous n'allons pas faciliter le travail des impérialistes* ».

Le parti Fanmi Lavalas de l'ancien président Aristide a discrètement emboîté le pas.

Alors que ces membres ont rompu, Foote et l'establishment libéral ont promu l'accord comme le partenaire idéal des États-Unis et de ses institutions.

« *Ils ont besoin de quelqu'un en qui la communauté internationale, le FMI, les donateurs, peuvent avoir confiance et avec qui travailler et le peuple haïtien peut faire confiance et avec qui travailler pour améliorer sa vie et choisir ses propres dirigeants* », a-t-il expliqué.

Alors que Foote conseille qui devrait diriger Haïti, il prend soin de projeter le contraire. Lorsque MintPress News lui a demandé si l'Accord du Montana était un mécanisme pour arriver à un tel leadership, il a répondu : « *Ne l'appelons pas ainsi parce qu'alors j'offre une préférence pour un groupe ou un autre. Un consensus, disons-le. Et le Montana Group, le 31 octobre dernier, je pense, de 2021, a signé un accord de consensus et l'a considérablement élargi en janvier au point que plus de 80% des acteurs en Haïti, tous ceux qui voulaient y participer, étaient de la partie. Et c'est un consensus adéquat* »

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau parle de la même manière. « *Nous ne pouvons pas continuer à voir des éléments extérieurs, aussi bien intentionnés soient-ils, tenter de déterminer l'avenir d'Haïti* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Cependant, le même jour, alors qu'il dirigeait la discussion d'un groupe consultatif sur Haïti en marge de l'AGNU, Trudeau a énuméré plusieurs puissances étrangères qui, selon lui, seront impliquées dans l'avenir d'Haïti. « *Les partenaires régionaux comme la CARICOM et les partenaires mondiaux comme le Canada, les États-Unis, la France, l'Union européenne et d'autres ont également un rôle extrêmement important à jouer* », a-t-il déclaré.

L'objectif principal de Foote, Washington, et de ses partenaires est d'éliminer les soi-disant gangs.

« *Les gangs sont partis des gars de [l'ancien président Jean Bertrand] Aristide qu'il paierait pour sortir dans les rues pour semer l'enfer et faire avancer les choses, [et] se sont transformés en organisations criminelles très sophistiquées et lourdement armées à ce moment-là,* », a déclaré Foote.

Malgré les actes criminels de groupes comme les 400 Mawazo, qui ont kidnappé des missionnaires américains et canadiens l'année dernière, la principale cible des États-Unis est son rival - une fédération de groupes armés connue sous le nom de « *Forces révolutionnaires de la famille G9 et alliés, mess with One, You Mess with All* » ou G9.

« La coalition du G9, elle était il y a un an au moins, la mieux organisée et la mieux financée », a déclaré Foote.

Cette coalition, qui appelle à une révolution sociale, est dirigée par l'ancien policier Jimmy “Barbecue” Cherizier.

Le gouvernement américain, par l'intermédiaire du National Endowment for Democracy (NED), a accusé Cherizier d'avoir commis une série de massacres mais n'a présenté aucune preuve, qualifiant ses accusations de “présumées”.

Néanmoins, Cherizier est le seul soi-disant chef de gang en Haïti sous le coup des sanctions américaines de Magnitsky.

Cherizier a gagné du soutien au cours des deux dernières années alors que ses appels à la révolution ont résonné dans des conditions de plus en plus difficiles.

Foote, dans le plus grand quotidien d'Haïti, a averti les Haïtiens de ne pas écouter Cherizier, le qualifiant de “criminel” qui doit être “traqué”.

« *Le problème est qu'ils n'ont pas de prédateur naturel en Haïti* », a déploré Foote. « *La police ne peut pas les prendre. Ils ne peuvent pas rivaliser avec les gangs ; ils sont en sous-effectif, en sous-armement et tout* »

Cherizier a occupé le devant de la scène dans le soulèvement en cours, bloquant le plus grand terminal de carburant du pays et se heurtant à la Police nationale d'Haïti (PNH). (Le G9 avait précédemment bloqué le terminal en octobre et novembre 2021 dans le but de renverser Henry, mais a finalement appelé à une «trêve» qui a duré plusieurs mois.) Pierre Espérance, chef du Réseau national haïtien pour Défense des droits de l'homme (RNDDH), a affirmé que Cherizier réprimait en fait les manifestations au nom d'Ariel Henry, bien qu'il n'apporte aucune preuve à son allégation.

Cherizier, tenant une barricade à l'extérieur du terminal pétrolier de Varreux, s'est adressé au peuple haïtien et au Premier ministre assiégé..

“Ariel Henry, préparez-vous pour ce qui s'en vient”, a déclaré Cherizier en brandissant un fusil. « Cette fois, nous allons courir sur vos jambes. Vous pouvez continuer à donner de l'argent aux petits politiciens voleurs affamés, continuer à donner de l'argent aux journalistes affamés et cupides, qui disent que nous obtenons de l'argent pour détruire le mouvement. Nous sommes le mouvement ! Les Forces Révolutionnaires de la Famille G9 et Alliés, nous sommes le mouvement ! Ariel est sur notre cul. Peuple haïtien, tenez-vous derrière vos barricades !

En tant qu'envoyé spécial, Foote a préconisé le déploiement américain de forces spéciales pour former une unité de la PNH à éliminer les soi-disant «chefs de gangs» comme Cherizier.

« Avez-vous déjà proposé une quelconque intervention militaire en Haïti ? Margaret Brennan de CBS a demandé à Foote l'automne dernier.

« J'ai proposé d'envoyer une compagnie ou deux des forces spéciales américaines pour former un groupe de travail anti-gang au sein de la police nationale haïtienne. Vous parlez donc de 30, 60 personnes », a répondu Foote.



Deux jeunes hommes apportent des pneus à une barricade en feu à Port-au-Prince le 16 septembre 2022. Photo : Haïti Liberté

Alors qu'Haïti échappe à tout contrôle sous Henry, le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres et le ministre haïtien des Affaires étrangères Jean Généus font des propositions similaires.

« *La proposition que j'ai mise sur la table est que nous devons avoir un programme international de soutien à la formation et à l'équipement de la police* », a déclaré António Guterres, « *mais il faudra avoir dans cette perspective une force robuste capable de mettre un terme à l'action des gangs* ».

« *La police nationale est capable de faire son travail mais elle a besoin d'une assistance solide de nos partenaires, et elle a besoin d'une formation adéquate sur le terrain avec l'aide de la communauté internationale* », a déclaré Généus à l'AGNU, s'exprimant à la place d'Ariel Henry.

D'autres forces politiques réclament une force internationale pour faire le travail. Suite à des réunions avec le vice-président américain Kamala Harris et d'autres hauts responsables, la République dominicaine a envoyé des troupes à sa frontière et a appelé à une invasion internationale d'Haïti.

« *La crise qui déborde des frontières d'Haïti est une menace pour la sécurité nationale de la République dominicaine* », a déclaré le président Luis Abinader au Conseil permanent de l'Organisation des États américains.

«Nous avons rencontré non seulement Nancy Pelosi, mais aussi le sénateur Charles Schumer de New York, et nous avons également abordé ce sujet lorsque j'ai rencontré le président du comité des relations étrangères [du Sénat], le sénateur Bob Menendez du New Jersey, et également lors de notre rencontre. avec la directrice de l'USAID, Samantha

suite à la page(16)

Règlement de compte à O.K. Corral version Transition !



L'ancienne sénatrice du Centre, Edmonde Supplice Beauzile du parti FUSION

Par Catherine Charlemagne

Depuis quelque temps, l'on savait déjà que rien ne va plus entre certains leaders de l'ex-opposition au feu Président Jovenel Moïse. La dissension est telle qu'un certain nombre d'entre eux décide carrément de retirer leur confiance au Premier ministre de facto, Ariel Henry. Même parmi les signataires de l'Accord du 11 septembre, on se regarde en chien de faïence depuis que l'ancien sénateur des Nippes, Nènel Cassy, a tenté un putsch au sein du parti Secteur Démocratique et Populaire (SDP). Un coup d'Etat écrasé dans l'œuf naturellement par Me André Michel, Marjorie Michel et Ricard Pierre. Mais, cette scission a laissé des blessures, paraît-il, difficiles à cicatriser. Il a fallu le soulèvement populaire dû à la décision du pouvoir d'augmenter les prix du carburant et le mécontentement général de la population contre la politique du gouvernement pour qu'on s'aperçoive que le torchon brûle depuis bien longtemps entre les soutiens du Premier ministre a.i et d'autres chefs politiques qui n'ont jamais soutenu la prise du pouvoir par Ariel Henry.

Les émeutes de ces dernières semaines ont fini par mettre en lumière la rivalité existant entre des frères ennemis dans ce paysage politique très fragmenté. Avec différents épisodes de pillages, d'attaques, de vandalisme et d'autres actions spectaculaires menés par les émeutiers en colère à travers tout le territoire, il semblerait que certains anciens membres de l'ex-opposition ont profité pour régler leurs comptes avec d'autres camarades ne partageant point ou plus la même vision qu'eux sur la Transition. En tout cas, c'est ce que laissent entendre celles et ceux qui ont été les cibles des manifestants pendant les semaines de « pays lock » où on a enregistré d'énormes pertes en matériels et en vies humaines. Si depuis le début des manifestations et des attaques des biens privés et publics par la population, les partisans du régime se contentaient de condamner les pillages et les incendies ayant eu lieu partout dans le pays, ils se gardaient de cibler des personnalités politiques qui seraient, selon eux, les instigateurs de ces mouvements de colère populaire.



L'ancien député Arnel Bélizaire

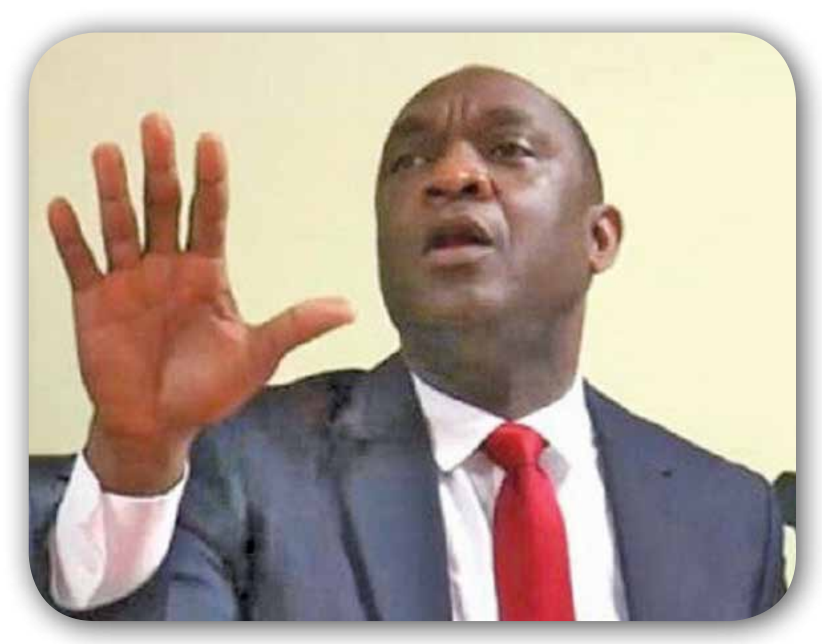
Mais, à partir du moment où ils ont été personnellement visés et pointés du doigt, on a vite constaté que le ton avait changé et que ces responsables politiques proches du pouvoir devenaient plus vindicatifs. L'affaire prit même un ton de règlement de compte entre des frères ennemis. Tout a commencé avec l'attaque et une tentative d'incendie de la résidence privée de Me André Michel du côté de Pétion-Ville. Connu pour être l'un des plus farouches défenseurs du pouvoir conduit par Ariel Henry, le chef du parti Secteur Démocratique et Populaire (SDP) n'avait pas fait de grandes déclarations dans la presse ni de menaces après cette tentative d'incendier sa maison qui a été épargnée de justesse. Bien que l'un de ses véhicules stationné dans un garage n'ait pas eu cette chance, il a été carbonisé, André Michel s'était contenté de déplorer cette attaque. Plus prudent sans doute et surtout n'ayant pas la preuve formelle que ce sont ses anciens amis de l'ex-opposition qui ont monté cette expédition punitive chez lui, l'avocat, pourtant très généreux en verbe, s'est retenu d'accuser qui que ce soit.

Alors qu'il sait que son parti SDP en charge d'un grand Ministère et étant l'un des piliers du gouvernement est l'une des cibles de la population qui demande le départ du Premier ministre de facto Ariel Henry. Une attitude précautionneuse qui n'a pas été le cas de ses deux collègues, l'ancienne sénatrice du Centre, Edmonde Supplice Beauzile du parti FUSION et Marjorie Michel du SDP. Toutes deux grandes alliées aussi du régime et signataires de l'Accord dit de Musseau, sont directement touchées. En effet, les manifestants qui s'en prennent aux biens publics et privés visent surtout les proches du pouvoir et, de fait, s'intéressent à leurs patrimoines. C'est ainsi que le jeudi 15 septembre 2022, après l'attaque de la résidence de Me André Michel, plusieurs autres résidences appartenant à divers leaders politiques proches du régime ont été, elles aussi, visitées par des manifestants.

Les principaux visés étaient l'ex-sénatrice et surtout cheffe du parti FUSION, Edmonde Supplice Beauzile, l'ancien sénateur et actuel ministre de la Planification, Ricard Pierre et Marjorie Michel, le numéro deux du SDP et soutien inconditionnel de Ariel Henry. Tous ont vu leurs maisons situées sur les hauteurs de Pétion-Ville, pillées, vandalisées, voire incendiées par une horde de manifestants en colère qui les rendent complices des décisions du gouvernement. Comme nous le disions plus haut, contrairement au patron du SDP qui a subi le même sort, Marjorie Michel et Edmonde Supplice Beauzile n'ont pas gardé leur langue dans leurs porches. C'est sans hésiter qu'elles accusent sans preuve avérée un trio de leaders politiques qui, hier encore, étaient avec elles sur les mêmes barricades contre l'ancien régime. Trois personnalités que Mme Beauzile cite nommément dans plusieurs tweets dans lesquels elle les tient pour responsables de ces actes qualifiés de criminels.

« J'ai passé ma vie à travailler. Je n'ai commis aucun crime économique. Je ne suis pas riche comme vous. Merci à Youri Latortue, Nenel Cassy et Arnel Bélizaire. Vous avez dirigé un groupe chez moi pour détruire une maison que j'ai passé 20 ans à construire. Merci à vous qui avez invité vos sbires à mettre le feu chez moi, à piller ma maison. Un choix que j'ai fait comme femme dans un environnement machiste, de faire de la politique. Comme socio démocrate, j'ai toujours fait la promotion du dialogue comme solution en tout temps. Ma vie et celle de ma famille sont entre vos mains », écrit-elle sur son compte twitter le jeudi 15 septembre 2022, quelques minutes après le passage des émeutiers. Ensuite, comme ultime geste de désespoir, d'avertissement et pourquoi pas de menace aussi à ses anciens amis de l'ex-opposition, celle dont le parti dispose d'un grand Ministère dans le gouvernement d'Ariel Henry, conclut en ces termes : *« Je ne me suis jamais impliquée dans des malversations, aucun crime de sang ni de crime économique.*

Je fais savoir à Youri, Nènel, Arnel que je ne suis pas aussi riche que vous, contrebandiers de ce pays, alliés des gangs, de politiciens malveillants et de gens à micro ; j'ai mené une lutte aux côtés de certains d'entre vous sauf aux côtés de MJC (Moïse Jean-Charles), pensant que vous pensiez pays. Honnêtement, je comprends le sort réservé à Jovenel. Vous êtes tous des assassins ! » Oui, vous avez bien lu, le mot est lâché. « *Vous êtes tous des assassins* », c'est Edmonde Supplice Beauzile qui le dit. Elle doit savoir de quoi elle parle. C'est en quelque sorte : Règlement de compte à O.K Corral* version haïtienne qui se joue entre des anciens partenaires et collègues politiques dont la suite pourrait nous livrer davantage d'informations sur cette grande famille qui lave aujourd'hui ses linges sur la place publique. D'ailleurs, tout de suite après les fameux tweets vengeurs de l'ancienne sénatrice du département du Centre mettant en cause l'homme fort de l'Artibonite, Youri Latortue, celui-ci a immédiatement réagi en contestant vigoureusement les dires de son ex-camarade de l'ancienne opposition en la menaçant de la trainer en justice pour diffamation.



L'ancien sénateur Youri Latortue

Selon Youri Latortue, Edmonde Supplice Beauzile fait volontairement l'amalgame afin de brouiller les pistes. Les manifestants sont assez grands et intelligents pour décider seuls de leurs choix. Mais, ceux qui ont saccagé les résidences des responsables politiques ne savaient certainement pas qu'ils allaient donner l'occasion aux partisans du pouvoir de s'en prendre à leurs opposants. Outre l'attaque frontale du leader de FUSION, c'est au tour de Marjorie Michel de monter au créneau contre les trois ex-membres du Parlement et de rendre public ce qu'elle croit être un secret. Selon ce membre radical du Secteur Démocratique et Populaire, cela faisait longtemps que l'équipe composée de : Nènel Cassy, ancien sénateur, Arnel Bélizaire, ex-député, et Youri Latortue, ancien Président de l'Assemblée Nationale, voulait s'en prendre aux signataires de l'Accord de Musseau par le fait qu'ils soutiennent le pouvoir en place. Marjorie Michel révèle que ces gens font partie du PEN (Protocole d'Entente Nationale) et qu'ils supportent mal que des partis politiques comme SDP et FUSION participent au gouvernement de Transition dirigé par Ariel Henry.

D'après la collègue de Me André Michel, les Youri, Arnel et Nènel cherchaient une occasion pour mettre à exécution les menaces qu'ils avaient proférées à leur encontre. Cette nouvelle opération « pays lock », semble-t-il, leur a donné l'opportunité de sévir. A en croire cette ancienne égérie Lavalas, ces trois anciens membres de l'ex-opposition sont bel et bien derrière les attaques de leurs maisons. Il n'y a pas de doute, ils sont le cerveau intellectuel des émeutiers qui ont débarqué chez le ministre Ricard Pierre, André Michel, Edmonde Supplice Beauzile et elle-même. *« Lorsqu'ils ont appris que le Dr Ariel Henry avait sollicité de rencontrer le SDP, ils nous ont appelé pour faire pression sur nous. […] Ils nous ont menacés de nous détruire politiquement, mais nous n'avons pas su qu'ils seraient arrivés dans cette dimension »* se souvient-elle.

Hier, les meilleurs amis du monde, aujourd'hui, les membres de l'ex-opposition se déchirent en public n'hésitant point de livrer leurs petits secrets à la face d'une population qui n'a qu'un objectif : trouver de quoi manger et se protéger contre les gangs armés qui contrôlent pratiquement tout le pays. L'opération « pays lock » version 2022 ne cesse de nous révéler les dessous d'une Transition qui tourne la tête à tous les acteurs. Si l'on peut regretter quelques actes perpétués çà et là qu'il faut tout de même classer parmi des dégâts collatéraux dans ce genre de situation, le bon côté de ce mouvement populaire c'est qu'il donne l'occasion à chaque secteur et chaque leader politique de se positionner par rapport à la conjoncture. Enfin, ces règlements de compte entre les frères ennemis de la Transition a peut-être du bon, dans la mesure où ils permettent d'identifier ceux qui demeurent du côté du peuple et ceux qui l'ont trahi en cours de route.

C.C



L'ancien sénateur Nenel Cassy

Ndlr.

***O.K. Corral :** Un bâtiment sans toit pour chevaux et livraisons en usage de 1879 à environ 1888, dans la ville minière en plein essor de Tombstone, sur le territoire de l'Arizona, dans le sud-ouest des États-Unis, près de la frontière avec le Mexique.

Dans le texte, O.K Corral fait référence à une fusillade entre des hommes de loi dirigés par Virgil Earp et des membres d'un groupe de hors-la-loi vaguement organisé appelé *Les Cowboys*, qui s'est produite vers 15 heures, le mercredi 26 octobre 1881, à Tombstone, dans le territoire de l'Arizona, aux États-Unis. Elle est généralement considérée comme la fusillade la plus célèbre de l'histoire du Far West américain.

Cholera Resurfaces in Haiti, Killing at Least 7



A Haitian child with cholera in a field hospital. After a three year hiatus, cholera has returned to Haiti.

By Murdith Joseph and Onz Chéry

PORT-AU-PRINCE — At least seven people died in Haiti after contracting cholera, Dr. Lauré Adrien, general director of the Ministry of Health and Population (MSPP), said in an Oct. 2 press conference.

"The victims could not be evacuated in time when diarrhea and vomiting appeared," Dr. Adrien said. "Among the victims of the disease is a child."

The first cases were identified in Carrefour-Feuilles and Cité Soleil, particularly in the Brooklyn district, the MSPP said in a public note.

Cholera is a diarrheal illness caused by food or water contaminated with the *Vibrio cholerae* bacteria. Many residents do not have access to clean water because of a gas shortage caused by the high cost of oil and by the *peyi lòk* (locked up country) created by popular barricades throughout much of the capital and other cities in an effort to drive de facto Prime Minister Ariel Henry from power. The Revolutionary Forces of the G9, a federation of armed neighborhood groups, has joined the uprising and one of their barricade has blocked the Varreux Terminal, the capital's main gas storage facility, since Sep. 21. Because of such barricades, some water purification companies, such as Culligan, are not operating.

Haiti had its first ever cholera outbreak in 2010, which killed at least 10,000 people, and infected hundreds of thousands more, according to the Centers for Disease Control and Prevention (CDC). Haiti held vaccination campaigns in a controversial effort to help reduce cholera's spread. (The only truly effective way to stop the disease is to provide clean water.)

The MSPP said it is taking care of infected and hospitalized people and implementing measures to prevent the disease's spread. The MSPP is urging residents to wash their hands with soap and water before handling food, drink water that has been treated with microbe-killing chlorine, protect their food from contamination, and use toilets with plumbing.

The United Nations admitted that the 2010 cholera outbreak was introduced to Haiti by Nepalese UN troops after they dumped raw sewage directly into the headwaters of the Artibonite River, from which thousands of Haitians routinely draw water for cooking, drinking, and washing.

The last confirmed case of cholera before this new outbreak was in February 2019. On Feb. 4, 2022, Haitian authorities celebrated the elimination of cholera and were hoping to receive an official certificate of elimination.

Any country that reports no confirmed cases of cholera for three years, while having a strict control system to also observe the evolution of the disease, receives a certificate from the World Health Organization (WHO). The MSPP has to submit a report on how they managed to spend three years without any confirmed cases of cholera for WHO to give them the certificate.

Despite the country being politically locked down and after the cholera cases were confirmed, the Ministry of National Education and Vocational Training (MENFP) maintained Oct. 3 as the first day of school, but almost no schools opened while students demonstrated in the streets. On Oct. 2, the MENFP said it"expects a progressive school start," in a public note.

An earlier, shorter version of this article was published on the website of The Haitian Times.

Deadly Police Attack on Delmas 4 and 6



In July 2021, neighborhood leader Jimmy "Barbecue" Cherizier showed journalists the destruction CIMO policemen in league with gangs wrought in Delmas 6 on Jun. 17, 2021. Photo: Haïti Liberté

by Kim Ives

On the morning of Thu., Sep. 29, 2022, Haitian National Police (PNH) units in armored vehicles drove into the neighborhoods of Delmas 4 and 6, spraying gunfire and killing at least two men, according to a source from the neighborhood.

The area is the home base of Jimmy "Barbecue" Cherizier, the spokesman and leader of the Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies, a confederation of armed neighborhood organizations, but he was not in the area at the time, our source said.

In Delmas 4, the police killed a man known only as "Ti Misyè," one of Cherizier's "soldiers" who protect the neighborhood. He was shot in the head, apparently by a sniper, when he poked his head up to see what the police were doing.

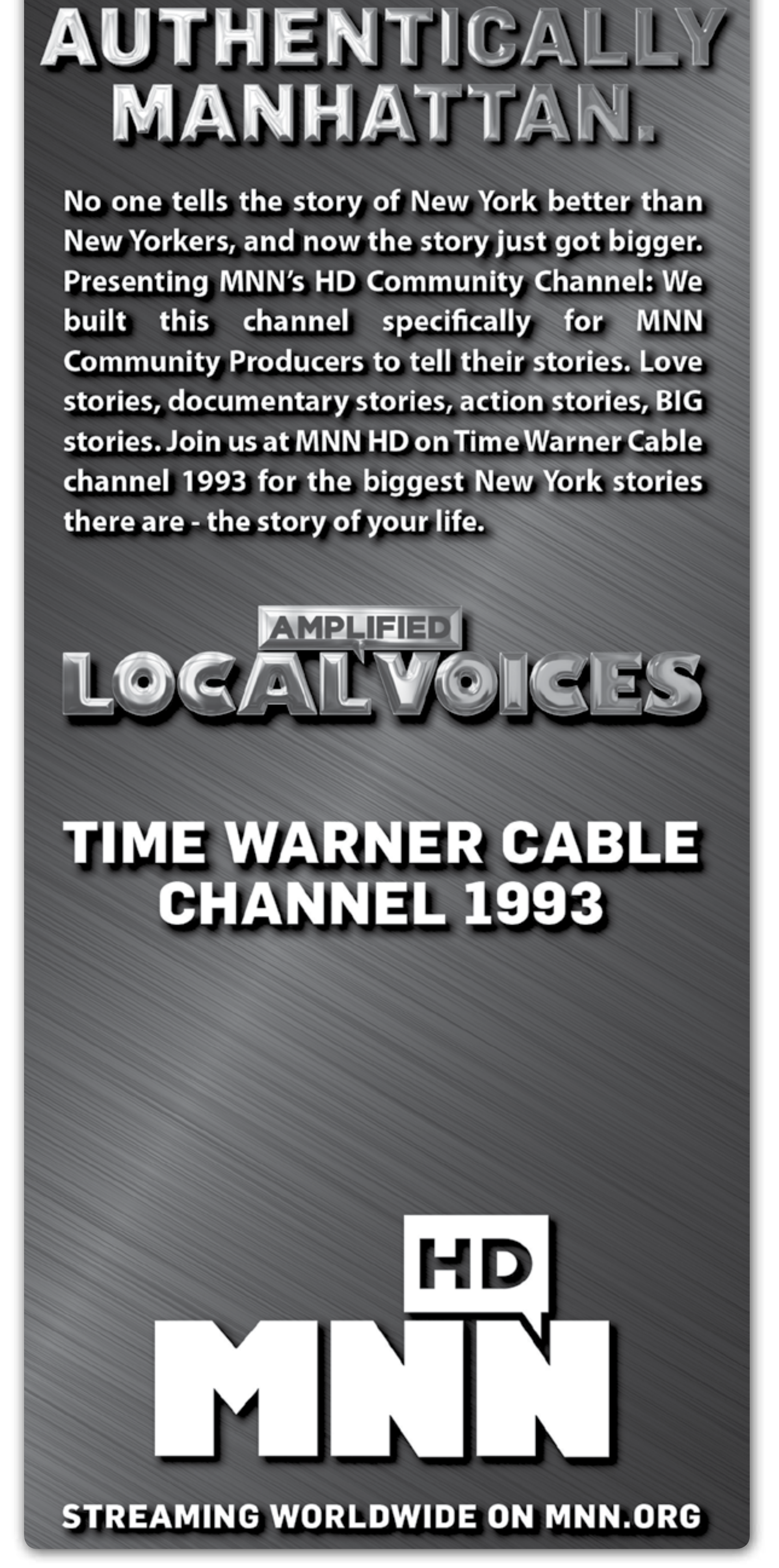
Also, an elderly man, whose name is unknown to our source, was shot near the boutique he owned and ran on the Delmas Road.

Our source also claimed that four policemen were wounded in the attack.

On Jun. 17, 2021, PNH units of the Company for the Maintenance of Order (CIMO) accompanied by gang members from the neighborhoods of Ruelle Maillart, Tue Tirmasse, and Bélair attacked the neighborhoods of Delmas 4 and 6, bulldozing houses and tearing up streets. Some 60 homes were either demolished or burned, and about 20 people, including an 8-year-old boy, were killed in the attack, witnesses told Haïti Liberté.

No human rights groups ever investigated or reported on the Jun. 17, 2022 attack.

While our source could not specify the unit involved in the Sep. 29 attack, the CIMO is based on the Delmas 2 road, not far away from Delmas 4 and 6.



CARNET DE VOYAGE :



Vive la Révolution cubaine !

Par Diagne Roland Fodé*

[Ndlr. ***Ce texte a été écrit en 2016 . Y figurent deux informations qui doivent être lues à la lumière de leur chronologie correspondante : la visite d'Obama et un vaccin*** **contre le virus du Sida.]**

Quand on est communiste partisan et défenseur de Cuba socialiste, visiter Cuba c'est vérifier de visu auprès de la population, dans l'organisation sociopolitique, socio-économique et dans l'environnement naturel, la réalité de la révolution cubaine. Il s'agit en plus de voir en quoi le blocus est un handicap, comment la révolution s'organise pour résister, continuer à mobiliser le peuple Cubain et fournir ainsi les arguments d'une solidarité internationaliste.



Le grand visionnaire Marxiste-Léniniste Fidel Castro

Venir à Cuba c'est forcément, en plus des motivations personnelles diverses, se confronter directement et au quotidien à la question : comment un petit pays de 109.884 km2 et 11 millions d'habitants a pu tenir face à la terrible guerre que lui inflige une puissance impérialiste hégémonique comme les Etats-Unis d'Amérique. Dans le contexte de la « politique d'ouverture » d'Obama, beaucoup doutent et se demandent : « ce qui n'a pas réussi par la force agressive peut-elle le devenir par la ruse » ? Tous les touristes rencontrés ont, au détour d'une conversation sur leurs motivations touristiques, fait allusion à cette double équation avec pessimisme et rarement avec optimisme. Même les touristes étatsuniens, qui sont contraints de contourner les dispositions légales du blocus en passant par un tiers pays, souvent le Mexique pour se rendre à Cuba, vous disent qu'ils sont « venus à Cuba avant que tout ne change ». Le pessimisme sur l'avenir de la révolution est parallèlement tempéré par les Cubains eux-mêmes : « *Nous avons besoin que cesse le blocus, que Guantanamo nous soit restitué comme moyen de sortir du sous-développement pour édifier un socialisme prospère* ».

La réalité du sous-développement

Cuba est un pays marqué par les caractéristiques économiques et infrastructurelles du sous-développement consécutif du colonialisme. Pays essentiellement agraire dont les cultures d'exportation sont la canne à sucre, de laquelle est tiré le rhum, et le tabac. De cette dernière culture, les Cubains produisent artisanalement les cigares. C'est là un héritage typique des monocultures coloniales. Le colonialisme et le néo-colonialisme ont pour fonction de freiner l'essor économique du pays dépendant. A Cuba, la principale industrie extractive exportatrice est le nickel.

La structure économique caractéristique des économies coloniales a persisté y compris après l'indépendance conquise de haute lutte par Cuba contre le colonialisme espagnol, sous la direction du leader patriote José Marti en 1898. Le néocolonialisme US, s'appuyant sur des pouvoirs semi-coloniaux comme celui du tyran Batista, fit de Cuba un vaste casino, un bordel livrant aux bourgeois impérialistes et leurs vassaux locaux un terrain privilégié de prostitution, de pédophilie, de blanchiment de l'argent sale, etc. Cuba a été une vaste boîte de nuit où les impérialistes US et occidentaux déversaient leurs vices bestiaux jouisseurs qui prolongeaient tout simplement, au fond, les crimes contre l'humanité que furent le génocide des Indiens, la traite des Noirs et le colonialisme.

José Marti débarrassa Cuba du régime colonial dans le sillage de la révolution indépendantiste et anti-esclavagiste d'Haïti en 1804, [*ndlr.* **sous la direction de Jean-Jacques Dessalines**] mais le néocolonialisme US imposa au peuple la perte de sa souveraineté.

L'intégration dans le camp socialiste

Avec la Révolution en 1959 et surtout l'option socialiste par la fusion du M26 juillet de Fidel Castro dans le Parti Communiste Cubain (PCC), Cuba reçut la solidarité du camp socialiste, en particulier de l'URSS qui pallia le blocus économique US en lui fournissant les machines-outils, le pétrole à bas-prix, l'achat du sucre en remplacement de la rupture du « Sugar act » par les USA à un prix double de celui du marché mondial et une coopération militaire défensive contre l'agression US, etc.

Cuba adopta la stratégie de la planification économique en nationalisant 90% du secteur industriel et 70% du secteur agricole. Le COMECON fonctionnait sur le principe d'une coopération économique fondée sur des échanges eux-mêmes basés sur la spécialisation économique et sur le développement non capitaliste des pays intégrés au camp socialiste.

A la différence des « intégrations et coopérations » néocoloniales, Cuba développa la scolarisation et la médecine gratuites et mit ainsi l'accent sur le développement de la médecine, de la recherche médicale, pharmaceutique et de la santé à la fois comme base d'un développement socio-économique d'une performance inégalée dans le monde et d'un internationalisme coopératif entre pays sous-développés. La coopération militaire défensive avec l'URSS et le camp socialiste a permis le développement d'une armée populaire dont les prouesses internationalistes ont été les défaites des armées sud-africaines racistes à Cuito Cuanavale en Angola, l'indépendance de la Namibie et ont permis la libération de Nelson Mandela, la suppression de l'apartheid politique et l'avènement du pouvoir de l'ANC. Le premier voyage à l'étranger de Nelson Mandela fut à Cuba pour y exprimer, contre l'impérialisme US et occidental, la gratitude du peuple sud-africain vis-à-vis de Cuba.

La lutte interne contre le blocus pour préserver les acquis du socialisme

La défaite du camp socialiste et de l'URSS contraint Cuba à développer, pour exister et sauver l'essentiel des conquêtes sociales et patriotiques (santé et école gratuites), l'agriculture vivrière, en particulier l'agriculture suburbaine, biologique, l'agroécologie et l'agroforesterie.

Ayant perdu brusquement 80% de ses échanges économiques internationaux, seules les cultures d'exportation comme le tabac et le rhum ont été maintenues. Alors, pour nourrir les villes, la révolution a littéralement mis les terres autour des villes en culture avec des serres pour atteindre, dès 1996, la fourniture de 300 grammes de légumes frais par jour à chaque Cubain.

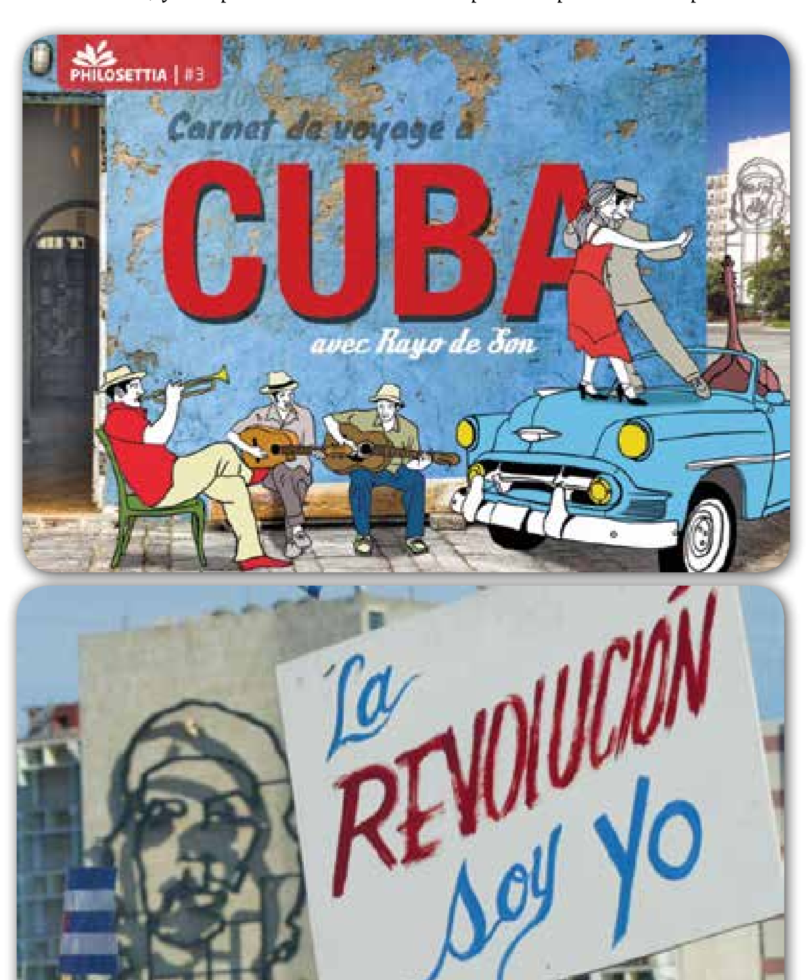
Cuba est un pays d'agriculteurs combinant ANAP (association nationale des petits agriculteurs) privées, UBC (unité de bases des coopératives) collectivistes et fermiers privés notamment producteurs de tabac qui sont fournis en machines-outils par l'Etat et vendent 60% de leurs productions à l'Etat.

Cette adaptation, appelée « période spéciale », à la nouvelle situation a fait enregistrer à Cuba un taux de croissance annuel de 4,2% par habitant de 1996 à 2005 supérieur à toute l'Amérique du Sud en combinant la recherche agricole, notamment basée sur la phytosélection participative qui associe étroitement chercheurs et agriculteurs dans l'amélioration des semences. Cuba socialiste est en effet un exemple qui met en pratique libération nationale, sociale et écologique. C'est dans ce contexte que la stratégie de développement du tourisme maîtrisé et planifié par l'Etat s'est mise en place pour accroître les moyens financiers de l'Etat socialiste en vue d'augmenter ses investissements dans des projets de développement national, d'ouvrir des zones franches spéciales comme celle de Mariel, ce grand port adossé à des projets industriels et de permettre l'expérimentation, pour alléger les dépenses budgétaires étatiques, des activités des « travailleurs indépendants » dont l'évaluation de la première phase est à l'ordre du jour du 7éme congrès du PCC.

Le secteur des biotechnologies est un atout majeur du développement de Cuba avec 32 instituts et entreprises qui sont rassemblés sous l'égide de l'entreprise publique BioCubaFarma, laquelle emploie plus de 21.000 salariés et est le premier exportateur de biens du pays (plus de 680 millions de dollars en 2013). Les produits les plus exportés sont le Herberprot-P, l'érythropoïèse humaine recombinante (iorHuEPO) ou la technologie SUMA. L'industrie pharmaceutique cubaine est l'une des six au monde produisant une protéine nommée interféron (INF). Elle produit aussi le facteur de croissance épidermique, utilisé dans des crèmes contre les brûlures, le vaccin contre l'hépatite B, le vaccin anti méningocoque de type B, la streptokinase recombinante utilisée contre l'infarctus du myocarde et l'embolie pulmonaire, des modulateurs immunologiques, anti-hypertenseur, hypocholestérolémiant et plusieurs médicaments anticancéreux. Sans oublier le développement d'un vaccin contre le virus du Sida présenté en 2012 à un congrès de biotechnologie à la Havane expérimenté avec succès sur des souris et en voie d'être testé sur les humains. Même les USA, malgré le blocus, ont été contraints pour des raisons de santé publique chez eux de permettre l'importation de deux vaccins élaborés à Cuba. Toutes ces avancées scientifiques et technologiques dans le domaine médical et pharmaceutique sont confirmées par l'OMS. Ce sont là des atouts majeurs de Cuba une fois que le blocus assassin des USA sera levé, blocus auquel obéissent les puissances, pays vassaux et Firmes Transnationales des USA à l'exception des pays de l'Alba, de la Celac d'Amérique du Sud et les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

La lutte mémorielle pour l'indépendance et le socialisme

Partout, y compris dans les maisons personnelles qui appartiennent à 95% aux propriétaires et 5% à l'Etat, ce sont les héros et martyrs de la révolution indépendantiste et socialiste qui ornent les murs. Partout on trouve des musées de la mémoire historique qui célèbrent et commémorent la résistance et les résistants des plus connus aux humbles inconnus du grand public. Partout ces musées portent sur des thèmes comme : la lutte contre les « bandidos » de la contre-révolution où l'on voit des photos et récits sur les combattants révolutionnaires, leurs hauts faits d'armes, leurs paroles, etc. Parmi ces héros et martyrs reviennent très souvent : Che Guevara, Camilo Cienfuegos, José Marti, Marx, Engels, Lénine, Hô Chi Minh, Chavez, Bolivar et Mandela, etc. Et quand on pose la question sur la relative absence de Fidel (à l'exception de phrases murales), la réponse est significative : « Fidel, c'est Fidel, il est vivant, mais quand il ne sera plus là, alors Fidel fleurira nos murs ». Voilà toute une leçon que chacun doit méditer, notamment ceux et celles qui sont victimes de la propagande impérialiste présentant Cuba comme une « dictature » policière, d'endoctrinement et d'embrigadement fanatiques.



Il est important de comparer cela au fait que les commémorations dans la plupart des prétendues « démocraties » impérialistes portent sur les massacres, par exemple en France, commis par les occupants Nazis (Oradour, Ascq, etc.) ou sur les victoires militaires comme celle de la Première Guerre impérialiste Mondiale. On commémore les massacres ou les victoires, mais pas la résistance et les résistants. Les semi-colonies d'Afrique ne commémorent même pas les massacres, fêtent l'indépendance nominale en jetant la chape de plomb de l'oubli volontaire sur les crimes et les résistants héros et martyrs de la première phase de lutte pour la décolonisation.

Cuba offre un exemple de lien dialectique entre les massacres, les victoires et les résistances et les résistants. Ailleurs les impérialistes et les bourgeoisies néocoloniales utilisent les massacres et les victoires pour enterrer dans l'oubli les résistances et les résistants, c'est toute la différence. Dès la maternelle et à tous les cycles scolaires, la visite du mémorial du Che est une coutume qui forge l'unité nationale, la conscience du patriotisme et du socialisme.

Citons le poète à la brouette, Luis, rencontré à Trinidad : « Subissant l'adversité mortelle de la contre-révolution, la Révolution française sous le gouvernement de salut public dirigé par Maximilien Robespierre, dont on trouve la statue à Arras ville du Pas-de-Calais, a décapité plus d'hommes que notre révolution cubaine ». Ce poète dictionnaire ambulant est le prototype même de la culture générale et de l'instruction dispensées à Cuba. Les enfants, dès le collège, y font des stages en agriculture pour y apprendre à connaître les plantes, les animaux et l'environnement naturel qui fait de Cuba un véritable monument écologique classé par l'ONU comme patrimoine de l'humanité. L'écologie politique antiso-

UN AFRICAIN À CUBA



Diagne Roland Fodé au musée du comité de défense de la révolution à La Havane.

ciale et anti-écologique, qui culpabilise le « consommateur/client » et non les grands patrons des firmes transnationales, ferait bien d'aller se ressourcer à Cuba pour comprendre ce que Marx écrivait dans ses Manuscrits de 1844 : « le capitalisme exploite et détruit l'homme et la nature ».

Un pays métissé et laïc fondé sur la liberté, la démocratie et la sécurité

Ce qui saute aux yeux du visiteur de Cuba qui vient des pays d'Europe minés, dans le contexte actuel, par la xénophobie exacerbée, le racisme, les discriminations et le fascisme, c'est le mélange des populations de toutes les couleurs. Ici, l'égalité « raciale », culturelle, religieuse est visible.

C'est d'autant plus frappant que Cuba a été fondé comme colonie esclavagiste dont la seule trace apparente qui reste est la coexistence sans friction basée sur l'égalité entre la religion et ce que certains appellent la religion Yorouba ou la santería cubaine, c'est-à-dire un composé religieux des descendants d'esclaves déportés d'Afrique lors de la traite des Noirs. Comme ils et elles le disent « les Cubains sont religieux », Fidel est même l'auteur d'un ouvrage sur le socialisme et la religion que l'on trouve dans toutes les librairies. Retenons ici une phrase forte entendue : « Le temps est le meilleur professeur qui a montré à Cuba qu'on peut être communiste et religieux, qu'athée communiste ou religieux communiste sont unis dans le combat pour l'indépendance de la patrie et le socialisme ». Et les auteurs de ces propos nous donnent des exemples tirés de leur propre vie et histoire familiale par l'engagement concret de leurs parents, l'un athée et l'autre religieux, dans la lutte révolutionnaire qui a conduit à la victoire populaire de 1959. Ces questions qui divisent ailleurs semblent avoir trouvé à Cuba une réponse concrète au service de la liberté du peuple et de son édification du socialisme à partir des réalités cubaines. Personne n'est stigmatisé pour sa religion, ni ses origines, ni sa culture.

La liberté d'expression est aussi une réalité concrète au contraire des délires de la presse impérialiste. Les conversations sont libres, les opinions critiques s'expriment et le prétendu « état policier » se révèle une chimère diffamatoire fabriquée dans les laboratoires de la dictature de classe de la bourgeoisie impérialiste.

Ce pays, d'une propreté telle que l'on ne trouve quasi nulle part des sachets ou des canettes à terre, est ainsi composé de familles où se mélangent toutes les couleurs, toutes les cultures, toutes les religions. Au contraire de la propagande anti-cubaine sur « l'état policier », ce qui est patent c'est la liberté et la sécurité. Les critiques et les débats sont quasi naturels et spontanés. Les portes sont ouvertes et laissent entrevoir les portraits des héros et martyrs en bonne place dans les ornements des salons.

A Cuba, il n'y a nulle part la pollution médiatique de la publicité commerciale des grands groupes capitalistes qui décervelle les populations pour en faire des « consommateurs/clients » abrutis par l'individualisme forcené que l'on constate sous le capitalisme.

La sécurité est aussi sociale, car ici chacun travaille et mange à sa faim. A Cuba il y a deux monnaies qui coexistent: le Pesos pour les Cubains et le Cuc (= euro) pour les touristes étrangers. Le salaire de l'ouvrier qui fabrique les cigares est d'environ 1000 Pesos avec lequel il vit correctement vu les prix pour se loger, manger, s'habiller. Sans oublier que l'éducation et la santé sont gratuites. Quel pays du tiers monde, voire quel pays impérialiste développé sous le rapport capitaliste peut se targuer de faire plus et mieux pour l'ouvrier, pour le travailleur, pour le peuple ? Assurément aucun.

La sécurité, on la retrouve encore dans le niveau d'organisation des services publics. Au contraire des néo-colonies impérialistes, le secteur informel est ici quasi-inexistant. Le transport urbain et interurbain est un service public qui fonctionne correctement, à un niveau d'organisation comparable aux pays développés, même si les moyens ne sont nullement comparables. Il n'y a pas non plus les surcharges dangereuses des transports que l'on voit systématiquement dans les semi-colonies des puissances impérialistes où le « client » est à la merci de l'inorganisation, voire des pratiques anti-sociales et non citoyennes d'une économie informelle de survie laissée à l'abandon par les Etats. Avec des moyens aussi faibles que dans les néo-colonies des impérialistes, le patriotisme socialiste cubain parvient à atteindre un niveau d'organisation du service public comparable aux pays capitalistes les plus développés. Il y a cependant des habitations en mauvais états. Mais nulle part on ne voit les bidonvilles mal famés sous contrôle de la délinquance parfois criminelle du lumpen qui fourmillent dans les néo-colonies et même de plus en plus dans les pays impérialistes.

Tout comme les signes de la corruption, de la gabegie, du népotisme dont Cuba n'est pas exempt

suite à la page(15)

La CIA, la plaie ouverte des Etats-Unis



Le président américain Joe Biden qualifiant ses opposants d'extrémistes qui « menacent les fondements mêmes de notre République ».

Par Edward Snowden

Cela ne fait à peine un mois que le président Biden est monté sur les marches de l'Independence Hall de Philadelphie, déclarant qu'il était de son devoir de s'assurer que chacun d'entre nous comprenne que la faction centrale de son opposition politique est constituée d'extrémistes qui « menacent les fondements mêmes de notre République ». Flanqué des icônes en uniforme de son armée et debout sur une scène à la Leni Riefenstahl, le leader a serré les



Si vous pensez que le cas Assange est une anomalie historique, une aberration propre à la Maison-Blanche de Trump, rappelez-vous que les meurtres de la CIA se sont succédé au fil des administrations. Obama a ordonné l'assassinat d'un Américain loin de tout champ de bataille, et a tué son fils américain de 16 ans quelques semaines plus tard, mais la fille américaine de cet homme était toujours en vie au moment du départ d'Obama. Moins d'un mois après son entrée à la Maison Blanche, Trump l'a tuée. Elle avait 8 ans. Elle s'appelle Nawar al-Awlaki.

poings pour illustrer le fait de protéger l'avenir des forces de « la peur, de la division et des ténèbres ». Les mots tombant du téléprompteur étaient riches du langage de la violence, une « dague à la gorge » émergeant de « l'ombre des mensonges ».

« Ce qui se passe dans notre pays », a déclaré le président, « n'est pas normal ». A-t-il tort de penser cela ? La question que le discours entendait soulever – celle qui s'est perdue dans cet apparat involontairement crapuleux – est de savoir si et comment nous allons continuer à être une démocratie et une nation guidé par des lois. Malgré toutes les discussions sur Twitter concernant les propositions de Biden, ses prémisses n'ont guère été prises en compte.

La démocratie et l'État de droit ont été si souvent invoqués comme faisant partie de l'image de marque de la politique américaine que nous considérons tout simplement comme acquis le fait de bénéficier des deux.

Avons-nous raison de penser cela ?

Notre brillante nation faite de droits célèbre cette année deux anniversaires : le 70e anniversaire de la National Security Agency, sur laquelle je me suis déjà exprimé, et le 75e anniversaire de la Central Intelligence Agency.

La CIA a été fondée dans le sillage de la loi de 1947 sur la sécurité nationale. Cette loi prévoyait qu'il n'était pas nécessaire que les tribunaux et le Congrès supervisent une simple installation d'agrégation d'informations, et la subordonnait donc exclusivement au président, par le biais du Conseil national de sécurité qu'il contrôle.

En l'espace d'un an, la jeune agence avait déjà échappé aux limites de son rôle prévu, la simple collecte et analyse de renseignements, pour créer une division d'opérations secrètes. En l'espace d'une décennie, la CIA dirigeait la couverture des médias des EU, renversait des gouvernements démocratiquement élus (parfois simplement au profit d'une entreprise favorite), mettait en place des équipes de propagande pour manipuler l'opinion publique, lançait une longue série d'expériences de contrôle mental sur des sujets humains involontaires (contribuant à la création d'Unabomber) et, hélas, s'immisçait dans des élections étrangères. De là, il n'y avait qu'un pas à franchir pour mettre des journalistes sur écoute et constituer des dossiers sur les Étasuniens qui s'opposaient à ses guerres.

En 1963, l'ancien président Harry Truman avouait déjà que l'agence dont il avait personnellement signé la loi s'était transformée en quelque chose de tout à fait différent de ce qu'il avait prévu : *« Depuis quelque temps, je suis troublé par la manière dont la CIA a été détournée de sa mission initiale. Elle est devenue un bras opérationnel et parfois un bras politique du gouvernement. Cela a entraîné des problèmes... »*

Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, se consolent en imaginant que l'Agence a été réformée et que ces abus sont des reliques d'un passé lointain, mais les quelques réformes que notre démocratie a obtenues ont été édulcorées ou compromises. Le rôle limité de « surveillance » qui a finalement été concédé au Congrès afin d'apaiser le public n'a jamais été pris au sérieux, ni par la majorité de la commission – qui préfère les applaudissements aux enquêtes – ni par l'Agence elle-même, qui continue de dissimuler des opérations politiquement sensibles au groupe le plus susceptible de les exposer. *« Le Congrès aurait dû être informé »*, a déclaré [la sénatrice] Dianne Feinstein. *« Nous aurions dû être informés avant le début de ce genre de programme sensible. Le directeur Panetta... a été informé que le vice-président avait ordonné que le programme ne soit pas expliqué au Congrès. »*

Comment pouvons-nous juger de l'efficacité finale de la surveillance et des réformes ? Eh bien, la CIA a comploté l'assassinat de mon ami, le lanceur d'alertes étasunien Daniel Ellsberg, en 1972, et pourtant près de cinquante ans de « réformes » n'ont guère empêché la CIA d'esquisser récemment un autre meurtre politique visant Julian Assange. Si l'on met cela en perspective, vous possédez probablement des chaussures plus vieilles que le dernier complot de la CIA pour assassiner un dissident... ou plutôt le plus récent complot dont nous ayons connaissance.

Si vous pensez que le cas Assange est une anomalie historique, une aberration propre à la Maison-Blanche de Trump, rappelez-vous que les meurtres de la CIA se sont succédé au fil des administrations. Obama a ordonné l'assassinat d'un citoyen des EU loin de tout champ de bataille, et a tué son fils de 16 ans quelques semaines plus tard, mais la fille de cet homme était toujours en vie au moment du départ d'Obama.

Moins d'un mois après son entrée à la Maison Blanche, Trump l'a tuée. Elle avait 8 ans : Nawar al-Awlaki

Cela va au-delà des assassinats. De mémoire récente, la CIA a capturé Gul Rahman, dont nous savons qu'il n'appartenait pas à Al-Qaida, mais qui semble avoir sauvé la vie du futur président afghan (pro-EU). Rahman a été placé dans ce que l'Agence a décrit comme un « donjon » et torturé jusqu'à sa mort.

Ils l'ont déshabillé, à l'exception d'une couche qu'il ne pouvait pas changer, dans un froid si intense que ses gardes, dans leurs vêtements chauds, ont fait fonctionner des chauffages pour eux-mêmes. Dans l'obscurité absolue, ils ont attaché ses mains et ses pieds à un seul point du sol avec une chaîne très courte, de sorte qu'il était impossible de se lever ou de s'allonger – une pratique appelée « enchaînement court » – et après sa mort, ils ont prétendu que c'était pour sa propre sécurité. Ils admettent l'avoir battu, décrivant même les « coups de poing violents« . Ils décrivent le sang qui coulait de son nez et de sa bouche au moment de sa mort.

L'enchaînement court, tel que décrit par les survivants.

Des pages plus loin, dans leur conclusion formelle, l'Agence déclare qu'il n'y a aucune preuve de coups. Il n'y avait aucune preuve de torture. La CIA attribue la responsabilité de sa mort à l'hypothermie, qu'elle lui a imputée pour le crime d'avoir refusé, lors de sa dernière nuit, un repas servi par les hommes qui l'ont tué.

La CIA a affirmé que les plaintes d'un homme qu'elle a torturé à mort – concernant la violation de ses droits fondamentaux – étaient la preuve d'un « niveau sophistiqué d'entraînement à la résistance ».

Par la suite, l'Agence a dissimulé la mort de Gul Rahman à sa famille. Aujourd'hui encore, elle refuse de révéler ce qu'il est advenu de sa dépouille, privant ceux qui lui survivent d'une sépulture, voire d'un lieu de deuil.

Dix ans après l'enquête, la dénonciation et la fin du programme de torture, personne n'a été inculpé pour son rôle dans ces crimes. L'homme responsable de la mort de Rahman a été recommandé pour une récompense en espèces de 2 500 dollars – pour « un travail constamment de qualité ».

Un autre tortionnaire a été élevé au poste de directeur.

Cet été, dans un discours prononcé à l'occasion du 75e anniversaire de la CIA, le président Biden a tenu un discours bien différent de celui qu'il avait prononcé à Philadelphie, en rappelant ce que la CIA enseigne à tous les présidents : que l'âme de l'institution réside réellement dans le fait de dire la vérité au pouvoir. « *Nous nous tournons vers vous pour vous poser les grandes questions* », a déclaré Biden, « les questions les plus difficiles. Et nous comptons sur vous pour nous donner votre meilleure évaluation, sans fard, de la situation actuelle. Et j'insiste sur « sans fard ».

Mais ceci est en soi une sorte de ravalement de façade, un blanchiment.

Pour quelle raison aspirons-nous à maintenir – ou à atteindre – une nation régie par les lois, si ce n'est pour établir la justice ?

Disons que nous avons une démocratie, brillante et pure. Le peuple, ou dans notre cas un sous-ensemble du peuple, institue des lois raisonnables auxquelles le gouvernement et les citoyens doivent répondre. Le sentiment de justice qui naît au sein d'une telle société ne résulte pas de la simple présence de la loi, qui peut être tyrannique et capricieuse, ni même des élections, qui connaissent leurs propres problèmes, mais plutôt de la raison et de l'équité du système qui en résulte.

Que se passerait-il si nous insérions dans cette belle nation régie par les lois une entité extralégale qui n'est pas dirigée par le peuple, mais par une personne : le président ? Avons-nous protégé la sécurité de la nation, ou l'avons-nous mise en danger ?

Voici la vérité sans fard : la création d'une institution chargée de violer la loi au sein d'une nation basée sur le droit a mortellement blessé son précepte fondateur.

Depuis l'année de sa création, les présidents et leurs cadres ont régulièrement ordonné à la CIA d'outrepasser la loi pour des raisons qui ne peuvent être justifiées et qui doivent donc être dissimulées, c'est à dire classifiées. Le principal résultat du système de classification n'est pas un renforcement de la sécurité nationale, mais une diminution de la transparence. Sans transparence significative, il n'y a pas de responsabilité, et sans responsabilité, il n'y a pas d'apprentissage.

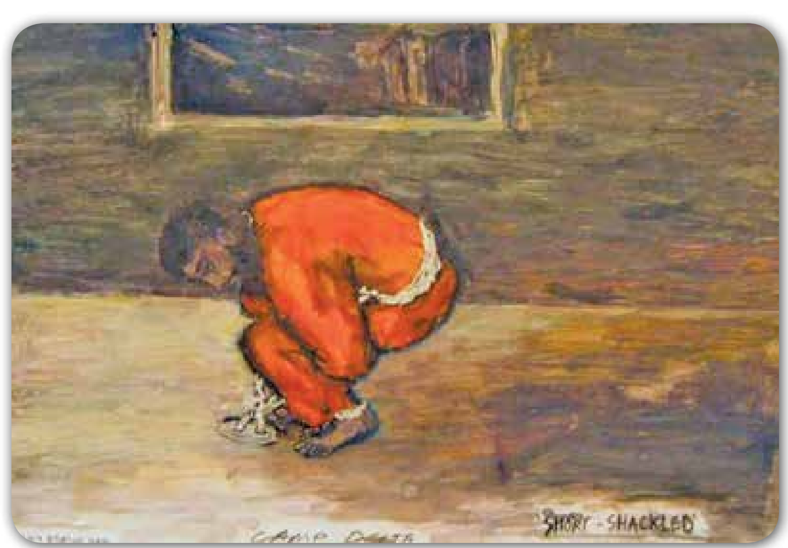
Les conséquences ont été mortelles, tant pour les Étasuniens que pour nos victimes. Lorsque la CIA a armé les moudjahidines pour faire la guerre à l'Afghanistan soviétique, nous avons créé Oussama Ben Laden d'Al-Qaïda. Dix ans plus tard, la CIA arme, selon les mots du vice-président de l'époque, Joe Biden, « Al-Nusra, Al-Qaïda et les éléments extrémistes des jihadistes venant d'autres parties du monde ». Après que la CIA a mené une opération de désinformation pour rendre la vie dure à l'Union soviétique en alimentant une petite guerre par procuration, la guerre a fait rage pendant vingt-six ans, bien après l'effondrement de l'Union.

Croyez-vous que la CIA d'aujourd'hui – une CIA libre de toute conséquence et de toute responsabilité – n'est pas impliquée dans des activités similaires ? Ne trouvez-vous aucune présence de leurs empreintes numériques dans les événements

suite à la page(16)



La CIA, fête cette année son 75ème anniversaire. 75 ans de crimes et d'activités clandestines contre la souveraineté des États et la volonté des peuples.



L'enchaînement court, tel que décrit par les survivants des caveaux de la CIA



Chelsea Manning, Julian Assange et Edward Snowden. Dessin de Chappatte.

« Isabelita », l'espionne qui a infiltré les Mères de la Place de Mai et qui est restée dans l'ombre pendant 45 ans



« Les Mères de la Place de Mai avaient été infiltrées par une femme, Isabelita, du Corps Auxiliaire de Renseignements, rattaché à la Sécurité Fédérale »

Par Luciana Bertoia*

Grâce à qui, comment et pourquoi a-t-elle été couverte pendant 45 ans ?

Sur la base de son dossier, d'autres documents et de témoignages, Página/12 reconstitue l'histoire de la femme connue sous le nom d'« Isabelita », qui était membre du Cuerpo de Informaciones de la Policia Federal Argentina (PFA) et qui, pendant la dictature, s'est infiltrée dans les familles des détenus-disparus afin de leur soutirer des informations. Les suspicions portent sur sa responsabilité présumée dans les enlèvements à l'église de la Santa-Cruz. Pendant la période de démocratie, elle a continué à espionner les organisations politiques et, en 1997, elle est devenue l'un des responsables de l'École Fédérale de Renseignement.

Pendant des décennies, le visage enfantin du marin Alfredo Astiz a été le visage de la trahison après qu'il se soit fait passer pour le frère d'un détenu disparu afin de se fondre dans la masse des familles qui cherchaient désespérément à savoir ce qu'il était advenu de leurs proches. Mais Astiz n'était pas le seul membre des forces répressives ou des Services de renseignement à s'adonner à de telles missions. Une femme aux yeux et aux cheveux bruns - membre de l'obscur corps d'Information de la PFA - a également infiltré les Mères de la Place de Mai pour soutirer des informations aux femmes qui exigeaient de la dictature que leurs fils et leurs filles apparaissent vivants, selon ce que on a pu reconstituer de son dossier, qui est en possession des Tribunaux Fédéraux. Plus de 45 ans après l'infiltration, l'histoire de cette femme - qui a occupé des postes élevés dans la structure de renseignement de la PFA - est restée dans l'ombre. Jusqu'à maintenant.

Cette femme était connue sous le nom d'Isabelita au sein de l'PFA - son véritable nom n'est pas divulgué afin de ne pas entraver les enquêtes judiciaires. Elle est entrée à l'Ecole de renseignement en mars 1969, peu après son 21ème anniversaire. À l'époque, elle vivait avec ses grands-parents dans une villa de la partie ouest de la banlieue de Buenos Aires. Depuis qu'elle avait fini le Baccalauréat Commerciale à Morón, elle enseignait l'anglais pour gagner sa vie. Elle rejoint le Corps de renseignement sur la recommandation d'un chef du Departamento de Informaciones Policiales Antidemocráticas (DIPA), une agence qui a été dissoute en 1973 par décision du Gouvernement péroniste et dont les membres ont été transférés aux Départements de Renseignement de la Superintendencia de Seguridad Federal (SSF). Le chef - qu'Isabelita présentait comme un oncle - s'est reconverti au fil des ans en membre civil d'un autre corps redoutable : le Batallón de Inteligencia 601.

Pendant les années de la dictature, cette femme a fait carrière au sein des Services de renseignement. Entre 1976 et 1979, elle a fait carrière dans le « Cuerpo de Informaciones ». Entre 1976 et 1979 elle est passée par la « División Central de Reunión », la « Dirección General de Inteligencia », el « Departamento de Asuntos Subversivos », el « Departamento de Asuntos Gremiales y el Departamento de Situación ». En juillet 1977, elle a reçu des félicitations pour son travail dévoué et, en 1978, elle a suivi un cours de spécialisation en renseignement. Elle a également profité de l'occasion pour étudier les Sciences de l'Education à la Faculté de Philosophie et de Littérature de l'Université de Buenos Aires (UBA) et a entamé une relation avec un technicien en électricité qui servait comme personnel civil dans un autre service de renseignement - le Bataillon 601. Elle l'a signalé à ses supérieurs en juillet 1982, conformément aux règles régissant la vie des membres du Corps des renseignements.

Son partenaire ayant été affecté à la ville de Mar del Plata, Isabelita a demandé l'autorisation de travailler dans la délégation de la PFA dans cette ville balnéaire. Il y avait une raison supplémentaire : elle était enceinte et allait bientôt accoucher. En décembre 1982, le commissaire Eduardo Pedro Antoniuk a demandé à ses supérieurs de cet agent, qui jouissait d'une bonne réputation au sein du Corps des renseignements. Antoniuk a donné une raison supplémentaire : « Elle a été citée dans une plainte internationale en tant que membre d'organisations de sécurité impliquées dans la lutte anti-subversive, plainte déposée par un ex membre d'organisation de sécurité ».

Elle demande à être transférée à Mar del Plata et indique qu'elle fait l'objet d'une plainte déposée à l'étranger.

En d'autres termes, son patron a compris qu'un changement d'air lui servirait non seulement pour des raisons familiales mais aussi pour la soustraire aux feux de la rampe. Immédiatement, dans le dossier de cette femme, est apparue une autre certification signée par Juan Andrés Fonte, le Commandant en Second de la SSF : « La demanderesse sert dans le cadre 'A', remplissant des fonctions de Collecte d'Informations (service externe), ayant été infiltrée dans le groupe MADRES DE TERRORISTAS, et ayant été détectée. Actuellement, en raison de sa grossesse, elle exerce des fonctions internes ».

Confirmation qu'elle a infiltré les Madres

Le dossier ne laisse guère de doute sur le fait que cette femme avait infiltré les Mères de la Place de Mai. Si des questions subsistaient, un rapport du Secretaría de Inteligencia del Estado (SIDE) – déclassifié pendant l'intervention de Cristina Caamaño - les éclaircit. Le 5 octobre 1982, les Mères ont participé à une mobilisation vers la Plaza de Mayo. Un agent de la PFA a profité de la scène pour faire semblant d'embrasser l'une des Mères, Susana Leguía. L'officier de police Carlos Enrique Gallone a réussi à se faire prendre en photo. Son image est apparue à la une du journal Clarín, parmi d'autres médias, en guise de geste de réconciliation. La SIDE a suivi de près ces événements. Dans un rapport, les espions ont indiqué que la photo avait provoqué une vive émotion au sein de l'organisation de défense des droits de l'homme, mais ont ajouté une information supplémentaire : la marche avait été interdite par le Ministère de l'Intérieur - dont dépendait la PFA - et le décret désignait le groupe comme « Mères de délinquants terroristes ». Un nom très similaire à celui qui figurait dans le dossier d'Isabelita, il s'agissait donc probablement de celui utilisé par la PFA.

La SIDE déclarant que le ministère de l'Intérieur les appelait « Mères de délinquants terroristes »

Un agent indiscret

Un an avant qu'Isabelita ne demande son transfert à Mar del Plata, Luis Alberto Martínez [1] a été arrêté en Suisse. Avec un groupe d'agents du Bataillon 601, il tentait de recueillir la rançon pour enlèvement extorquée à la famille d'un homme d'affaires argentin. Martinez - dit « Japonés » - a fait une longue déclaration à la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) en juillet 1981. Dans ce témoignage, il a mentionné les centres clandestins, les zones libérées et certaines de ses missions en tant que membre de la SSF, où il a fait rapport sur les affaires syndicales et les affaires étudiantes. En d'autres termes, il a participé à l'espionnage des syndicats et des universités.

Devant la FIDH, Martínez a déclaré que la PFA était impliquée dans les enlèvements de l'église de la Santa Cruz lorsque les escadrons de la dictature ont enlevé trois fondatrices des Mères de la Place de Mai et les religieuses françaises Alice Domon et Léonie Duquet. *« Les Mères de la Place de Mai avaient été infiltrées par une femme, Isabelita, du Corps Auxiliaire de Renseignements, rattaché à la Sécurité Fédérale »,* a déclaré Martínez en 1981

Il a décrit Isabelita comme une femme qui portait ses longs cheveux en queue de cheval jusqu'à la taille et, selon les souvenirs de Martínez, cette femme prétendait avoir un frère disparu - tout comme Astiz. Selon Martínez, lui et d'autres membres de la PFA ont dû aller chercher les affaires d'Isabelita après les enlèvements dans une pension de famille que la Curie avait dans les rues Viamonte, Paraná et Montevideo. Il a dit qu'elle vivait là avec les religieuses françaises.

En fait, l'Église ne possédait pas de propriété dans cettezone, mais il y avait une pension pour femmes à Viamonte 1596, qui pourrait être le lieu auquel Martínez faisait référence. D'après ce que l'on sait, Léonie a vécu à Castelar, tandis qu'Alice a alterné entre différents endroits - comme cela a été reconstitué dans le livre de Frédéric Santangelo « Se taire serait lâche ». Au-delà de ce qui semble être des inexactitudes, la déclaration de Martínez est sans doute la raison pour laquelle les supérieurs d'Isabelita lui ont suggéré de déménager à Mar del Plata.

Déclaration de l'officier Luis Alberto Martinez
Les liens avec la Marine

Comme l'ont prouvé les tribunaux, les enlèvements des douze personnes de l'Eglise de la Santa Cruz - qui ont eu lieu entre le 8 et le 10 décembre 1977 - étaient entre les mains de la Marine. La version que le journaliste Uki Goñi reprend dans son livre « Judas » c'est que Alfredo Astiz a précipité l'opération par peur d'être reconnu. Goñi affirme même que des soupçons avaient commencé à poindre parmi ceux qui se réunissaient à Santa Cruz au sujet de la fille qui accompagnait Astiz. C'était logique : la fille était une victime d'enlèvement qui avait été forcée d'accompagner le marin dans son infiltration.

Dans la force opérationnelle de la Marine, il y avait des membres de la PFA, mais dans tous les cas, ils étaient membres de la zone d'opérations. Un survivant de l'ESMA rappelle qu'il n'y avait aucun lien entre le service de renseignement du Groupe de Travail 3.3.2 et la PFA. La déconnexion était telle qu'à un moment donné, les marines ont soupçonné qu'ils poursuivaient la même proie que les agents fédéraux et ont dû envoyer le sergent Juan Carlos Linares simuler une rencontre fortuite dans la zone de coordination fédérale avec une connaissance de la PFA pour vérifier les informations. L'une des possibilités est qu'Astiz et Isabelita aient tous deux fréquenté les groupes des familles de disparus sans qu'il y ait de coordination entre eux.

Jorge Tigre Acosta, le chef des services de renseignement du groupe de travail (escadron de la mort) opérant à l'ESMA, a reconnu qu'au moins depuis août 1977, ils avaient mis en place une surveillance des organisations de solidarité - lire les organisations de défense des droits de l'homme. Dans une déclaration, Acosta a indiqué que ces informations étaient partagées par la communauté du renseignement - c'est-à-dire les services de renseignement des différentes forces - et a mentionné l'existence d'une directive nationale visant ceux qui cherchaient à savoir ce qu'il advenu de leurs proches disparus.

Pas si démocratique que ça

Lorsque la démocratie est arrivée, Isabelita a continué à progresser dans sa carrière. En décembre 1983, elle est devenue membre du Département pour la Protection de l'Ordre Constitutionnel - le redouté POC. Après l'assaut à la caserne de La Tablada en janvier 1989, le procureur général de l'époque, Andrés D'Alessio, a mis en place un groupe d'agents de renseignement de la PFA pour enquêter sur le Movimiento Todos por la Patria (MTP) . Elle était l'une des personnes choisies par l'ancien juge du procès aux Juntas.

Au cours de ces premières années de démocratie, le Service de Renseignement de la PFA s'est consacré à suivre les organisations qui, selon eux, prônaient la violence politique. « Après que les échos de l'événement de La Tablada (janvier 1989) et de la confrontation avec la Brigade Che Guevara (novembre 1990) se soient estompés, un raisonnement élémentaire de renseignement permettait de déduire que les éléments fanatiques recomposeraient leurs cadres avec l'idée de continuer à attaquer le pays », lit-on dans un rapport qui fait partie du dossier de Isabelita. « *Nous avons travaillé sur l'hypothèse que ces éléments disposeraient d'un terreau acceptable pour leurs actions psychologiques dans les manifestations que les organisations de défense des droits de l'homme et de solidarité organisaient dans le pays avec différents motifs ou revendications* », poursuit le rapport, qui précise que pour les services de renseignement, comme pendant la dictature, le mouvement des droits de l'homme est présenté comme un ennemi à craindre et à espionner.

Les organisations de défense des droits de l'homme comme suspects en pleine démocratie

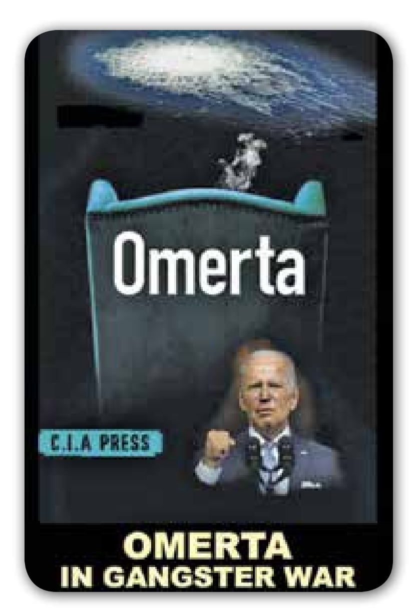


Plus de 45 ans après l'infiltration des mères de la place de mai en Argentine, l'histoire de cette femme - qui a occupé des postes élevés dans la structure de renseignement de la PFA - est restée dans l'ombre. Jusqu'à maintenant.

Dans le cadre de ces tâches, les agents de renseignement de la PFA ont suivi les personnes qui prétendaient être membres de l'Organización Revolucionaria del Pueblo (ORP) jusqu'à provoquer une série de chutes. Parmi les personnes ciblées par les espions fédéraux figure Oscar Kuperman, qui a été suivi, par exemple, lors des Rondes du jeudi des Mères de la Place de Mai. Lorsque la maison de Kuperman a été perquisitionnée, il a été rapporté que ses journaux intimes montraient qu'il entretenait des relations « personnelles, idéologiques et

suite à la page(15)

Omerta dans une guerre de gangsters



Par Diana JOHNSTONE

Les guerres impérialistes sont menées pour conquérir des terres, des peuples, des territoires. Des guerres de gangsters sont menées pour éliminer les concurrents. Dans les guerres de gangsters, vous lancez un avertissement obscur, puis vous brisez les fenêtres ou brûlez la place. La guerre des gangsters est ce que vous menez lorsque vous êtes déjà le patron et que vous ne laisserez aucun étranger entrer sur votre territoire. Pour les « Dons » de Washington, le territoire peut être un peu partout, mais son cœur de marché est l'Europe occupée.



Membre d'équipage du LVNS Talivaldis dans la salle des opérations, contrôlant et suivant le mouvement du robot sous-marin lors de l'exercice maritime BALTOPS en juin 2020. (OTAN)

Par une étrange coïncidence, il se trouve que pour le public américain Joe Biden a des airs de parrain maffieux (défraichi mais « stylé »), parle comme un parrain maffieux (hollywoodien), arbore un petit sourire en coin comme sont supposés le faire les chefs de la mafia.

La vidéo postée par ABC News sur Twitter tourne déjà en boucle (Trump l'a même commentée comme prédiction autoréalisatrice) :

Biden : « Si l'Allemagne, euh si la Russie envahit...alors il n'y aura plus de Nord Stream 2.Nous y mettrons fin. »

La Journaliste : « Mais comment allez-vous faire cela, exactement, puisque... le projet est sous le contrôle de l'Allemagne ? »

Biden :« Nous le ferons ...Je vous promets que nous saurons le faire. »

Capable de le faire ... à coup sûr, ils le sont.

Cela a coûté des milliards de dollars pour poser le gazoduc Nord Stream 2 à travers la mer Baltique, de Saint-Pétersbourg au port de Greifsfeld en Allemagne. L'idée était d'assurer l'approvisionnement sûr en gaz naturel de l'Allemagne et d'autres partenaires européens en contournant l'Ukraine problématique, et connue pour sa volonté d'utiliser ses droits de transit pour siphonner du gaz pour elle-même ou pour faire chanter des clients.

Bien sûr, l'Ukraine a toujours été farouchement hostile au projet. Les États-Unis aussi. Ainsi que la Pologne, les trois États baltes, la Finlande et la Suède, tous attentifs à ce qui se passait dans leur mer.

La mer Baltique est une étendue d'eau presque fermée, avec un accès étroit à l'Atlantique par les détroits danois et suédois. Les eaux près de l'île danoise de Bornholm où les pipelines Nord Stream ont été sabotés par des explosions sous-marines massives sont sous la surveillance militaire constante de ces voisins. *« Il semble totalement impossible qu'un acteur étatique puisse mener une opération navale majeure au milieu de cette zone densément surveillée sans être remarqué par les innombrables capteurs actifs et passifs des États littoraux ; certainement pas directement au large de l'île de Bornholm, où Danois, Suédois et Allemands ont rendez-vous pour surveiller les activités de surface et sous-marines »*, écrit Jens Berger sur l'excellent site allemand Nachdenkseiten.

En juin dernier, rapporte Berger, « La manœuvre annuelle de l'OTAN Baltops a eu lieu en mer Baltique. Sous le commandement de la 6e flotte américaine, 47 navires de guerre ont participé à l'exercice cette année, dont la force de la flotte américaine autour du porte-hélicoptères USS Kearsarge. Une manœuvre particulière menée par la Task Force 68 de la 6e flotte est particulièrement importante - une unité spéciale pour l'élimination des munitions explosives et les opérations sous-marines des Marines américains, l'unité même qui serait la première adresse pour un acte de sabotage sur un pipeline sous-marin. »

En juin de cette année, cette même unité a été engagée dans une manœuvre au large de l'île de Bornholm, opérant avec des véhicules sous-marins sans pilote.

Berger considère qu'une opération de sabotage majeure « n'aurait pas pu être menée directement sous le nez de plusieurs États riverains sans que personne ne s'en aperçoive. » Mais il ajoute cette observation astucieuse : « si vous voulez cacher quelque chose, il vaut mieux le faire en public. »

Pour pouvoir attacher des engins explosifs à un gazoduc à moitié inaperçu, il faudrait une diversion plausible - une raison de plonger près de Bornholm sans être immédiatement soupçonné d'avoir commis un acte de sabotage. Cela n'a même pas besoin d'être directement lié dans le temps aux attaques. Les engins explosifs modernes peuvent, bien sûr, être déclenchés à distance. Alors, qui a mené de telles opérations dans le domaine maritime ces dernières semaines ? Par chance, exactement le même groupe de travail autour de **l'USS Kearsarge** qui était de nouveau dans la zone maritime autour de Bornholm la semaine dernière.



L'équipage du LVNS Talivaldis effectuant un entraînement à la lutte contre les mines en mer Baltique lors de l'exercice maritime annuel BALTOPS en juin 2020. (OTAN)

En bref, lors des manœuvres de l'OTAN, un participant aurait pu poser les explosifs, pour les faire exploser à un moment ultérieur choisi.

Par une étrange coïncidence, quelques heures seulement après le sabotage de Nord Stream 1 et 2, les cérémonies d'ouverture du nouveau Baltic Pipe transportant du gaz de la Norvège au Danemark et à la Pologne ont commencé.

La signification politique du sabotage

En raison des sanctions occidentales contre la Russie, le gaz n'était pas livré par les pipelines détruits. Cependant, le gaz à l'intérieur des pipelines fuit dangereusement. Les pipelines restaient prêts à être utilisés chaque fois qu'un accord pouvait être conclu. Et la première signification dramatique du sabotage est que désormais, aucun accord ne peut être trouvé. Nord Stream 2 aurait été la clé d'une sorte de règlement entre la Russie et les Européens. Le sabotage a pratiquement annoncé que la guerre ne peut que s'intensifier sans fin.



Un commando de la Royal Marine informe les Royal Marines, les US Marines, le personnel de la Royal Navy et les observateurs singapouriens dans le pont des véhicules du HMS Ocean (Royaume-Uni) lors du BALTOPS 2016. (OTAN)

En Allemagne, en République tchèque et dans certains autres pays, des mouvements commençaient à se développer pour demander la fin des sanctions, notamment pour résoudre la crise énergétique en mettant en service pour la première fois Nord Stream 2. Le sabotage a ainsi invalidé la principale revendication des mouvements pacifistes potentiels en Allemagne et en Europe.

Cet acte de sabotage est avant tout un sabotage délibéré de toute perspective de paix négociée en Europe. La prochaine étape de l'Occident a été que les gouvernements de l'OTAN appellent tous leurs citoyens à quitter la Russie immédiatement.

En préparation de quoi ?

« Encore un coup des russes »

Dans cette situation catastrophique, les grands médias occidentaux se demandent tous qui pourrait être le coupable, et les soupçons se portent automatiquement sur... la Russie. Motif ? « Pour augmenter le prix du gaz » ou « pour déstabiliser l'Europe » — des choses qui se produisaient de toute façon. Toute idée farfelue fera l'affaire.

Les faiseurs d'opinion européens expriment le résultat de 70 ans d'américanisation. Surtout en Allemagne, mais aussi en France et ailleurs, depuis des décennies, les États-Unis repèrent systématiquement les jeunes de la relève, les invitent à devenir des « jeunes leaders », les invitent aux États-Unis, les endoctrinent à « nos valeurs ». et les font se sentir comme des membres de la grande famille transatlantique. Ils sont mis en réseau dans des postes de haut niveau dans la politique et les médias. Ces dernières années, une alerte majeure a été diffusée quant aux prétendus efforts russes pour exercer une « influence » dans les pays européens, alors que les Européens baignent dans une influence américaine perpétuelle : films, Netflix, culture pop, influence dans les universités, les médias, partout.

Lorsqu'une catastrophe frappe l'Europe, elle ne peut être imputée à l'Amérique (à l'exception de l'ancien président Donald Trump, car l'establishment américain l'a méprisé et rejeté, les Européens doivent donc faire de même). Le méchant du film est donc nécessairement Poutine.

L'ancien ministre polonais des Affaires étrangères, fanatiquement russophobe, Radek Sikorsky, n'a pas pu se retenir et a joyeusement salué les fuites massives de gaz naturel du pipeline détruit, d'un tweet joyeux, « **Merci, États-Unis ».**

La Pologne aurait sans doute été prête à s'en charger, et peut-être même capable de le faire. Peut-être même y en avait-il d'autres encore au sein de l'OTAN.

Mais tous publiquement « suspectent » la Russie.

Officiellement, jusqu'à présent, aucun gouvernement de l'OTAN ne sait qui a fait le coup. Ou peut-être qu'ils le savent tous. C'est peut-être comme le fameux polar d'Agatha Christie « Le Crime de l'Orient Express », où la suspicion pèse sur tous les passagers, et sont tous coupables.

Et tous sont unis par une Omerta collective.

Diana Johnstone

Consortium news
28 septembre 2022
Librairie-tropiques.fr
29 septembre 2022

Suite de la page (11)

sont marginaux.

C'est en cela que l'on peut dire que Cuba est, certes sous-développé, mais a un peuple d'un niveau d'organisation et d'administration comparable à n'importe quel pays développé. On peut voir cela aussi par ces voitures des années 50, souvent des taxis (Cadillac, Chevrolet, etc.), qui continuent à circuler avec des moteurs d'origine bien entretenus ou avec des moteurs plus récents prouvant l'extraordinaire technicité des mécaniciens d'autos cubains.

La démocratie participative est une réalité à Cuba qui se voit à travers les Comités de Défense de la Révolution (CDR) qui réunit la population par quartiers pour s'occuper des questions allant de la vie dans le quartier, la propreté, les problèmes de voisinage, les activités sportives ou culturelles des enfants, les cours du soir pour adultes sur des sujets choisis par les concernés aux questions de la ville, des élections locales, régionales, nationales jusqu'aux questions internationales et du Parti Communiste. A travers les CDR, les populations s'occupent aussi de la sécurité locale et nationale.

Liberté, démocratie, paix et sécurité sont aussi un constat fort qui explique le choix fait par le Pape des catholiques et le Pope des orthodoxes de se rencontrer à Cuba pour y lancer ensemble un appel à la paix dans le monde. Chacun de ces prélats est venu prendre conseil auprès du plus grand sage révolutionnaire de la fin du XXème et début du XXIème siècle, l'athée Fidel Castro. Dans ce monde où plane dangereusement la menace de guerre nucléaire des fauteurs de guerres que sont les impérialistes US, OTAN et UE flanqués des théocraties des pétrodollars du Moyen-Orient, mesurons l'importance majeure de ce choix et de cet appel à la paix alors que les deux églises ne s'étaient jamais rencontrées depuis le schisme religieux, il y a plus de 1060 ans.

Le lien dialectique entre patriotisme et socialisme

José Marti, le père de l'indépendance cubaine enseigne : *« Un peuple n'est pas indépendant lorsqu'il est parvenu à secouer les chaînes de ses maîtres, il commence à l'être lorsqu'il s'est arraché des vices de l'esclavage battu, et pour le bien de la patrie et d'une nouvelle vie, il soulève et préconise des concepts de vie radicalement opposés à la coutume de la servitude passée, aux mémoires de la faiblesse et de la flatterie que les dominations despotiques utilisent en tant qu'instrument de maîtrise sur les peuples esclaves »* (Brève histoire de Cuba, de Colomb au XXIème siècle, éditions Capitan San Luis, 2014).

Cet enseignement a été mis en pratique à partir de la révolution cubaine de 1959. Il ne suffit pas de chasser la puissance coloniale. Il s'agit surtout, comme prolongement nécessaire, d'émanciper le peuple de la mentalité, de la coutume, du complexe d'infériorité cultivé par le système esclavagiste et colonial. On reconnaît ici le dilemme qui sévit dans les actuelles néo-colonies dont l'élite locale libérale ou social-libérale a été forgée par le système colonial à travers ses écoles, ses administrations, ses cultures exotiques, ses structures religieuses, ses grilles de lectures culturalistes, « racialistes » des rapports esclavagistes et esclaves, colons et colonisés, patrons et ouvriers, propriétaires terriens féodaux ou capitalistes et ouvriers agricoles ou petits paysans, etc.

C'est à cela que doit s'attaquer toute indépendance véritable pour forger une patrie et une vie nouvelles pour les populations. C'est à cela que s'est attaquée la révolution de Cuba socialiste à partir de 1959 et elle continue de le faire dans le contexte de la défaite temporaire du camp socialiste. Bien entendu Cuba est un pays socialiste sous-développé qui n'a plus, dans le cadre de la « voie de développement non capitaliste », l'apport du pays socialiste relativement développé qu'était l'URSS et des autres pays moins développés du camp socialiste vaincu. Mais partant des conquêtes fondées sur des « *concepts de vie radicalement opposés à la coutume de la servitude passée, aux mémoires de la faiblesse et de la flatterie que les dominations despotiques utilisent en tant qu'instruments de maîtrise sur les peuples esclaves* », Cuba fusionne sur le plan idéologique le patriotisme et le socialisme pour faire face à l'adversité de la plus grande puissance impérialiste de tous les temps, les USA.

Ce lien dialectique entre patriotisme et socialisme a été le moteur de la résistance cubaine face aux agressions multiformes de l'impérialisme US et reste aussi, dans la perspective de la fin du blocus, le moteur de la préservation de l'indépendance et du socialisme de Cuba. C'est Fidel, mieux que quiconque, qui a défini, en prévision de l'abandon par les USA du blocus, le lien dialectique entre *« L'indépendance, le patriotisme et le socialisme prospère ».*

La lutte contre le blocus dans une perspective de socialisme prospère

L'humanité a connu jusqu'ici la Commune Française comme la première expérience révolutionnaire anticapitaliste, puis la seconde expérience a été la Révolution Bolchevik d'Octobre 1917 et l'édification de la première phase du communisme dans un seul pays, l'URSS. Cette expérience a été réalisée grâce à des prouesses incroyables à l'échelle de l'histoire humaine en transformant, sans et contre la bourgeoisie, un pays féodal arriéré en puissance industrielle, scientifique, technologique et culturelle fondée sur l'égalité des peuples et dirigée par la classe ouvrière alliée à la paysannerie. L'URSS en triomphant magistralement, suite à un effort encore inégalé, du fascisme mondial coalisé a ainsi été la matrice d'où ont surgi les expériences révolutionnaires du camp socialiste dans l'est du sous-continent européen, en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba.

Le facteur national patriotique et la perspective sociale prolétarienne ont été décisifs dans la victoire de ces différentes expériences de transformations révolutionnaires. Il en est de même des expériences en cours nées de la formidable résistance Cubaine face à l'impérialisme étatsunien, malgré les difficultés actuelles auxquelles elles sont confrontées, dans les pays d'Amérique du Sud, particulièrement les pays de l'Alliance Bolivarienne Venezuela, Bolivie, Equateur, Nicaragua, etc.)

Il existe une tendance au sein des gauches anti-libérales, y compris communistes, qui consiste à différencier ou à opposer les expériences Chinoises, Coréennes, Vietnamiennes, voire Cubaines d'une part aux expériences Bolivariennes d'autre part. Il y a une volonté viscérale de l'idéologie de classe bourgeoise et ses ramifications – social-démocrate, écologiste et trotskiste – d'empêcher le mouvement ouvrier de faire le lien dialectique entre ces différentes expériences progressistes et révolutionnaires. Il y a là une erreur fondamentale que de tomber dans ce piège idéologique bourgeois qui relève d'une approche non dialectique et anti-scientifique.

Faire cela, c'est en réalité céder au reniement idéologique et politique révisionniste qui consiste à ne pas voir l'expérience Bolchevik comme étant la matrice historique qui a engendré les expériences qui lui ont succédé.

Des décennies de domination du réformisme dans le mouvement ouvrier et de social-démocratisation du mouvement Communiste ont conduit à désapprendre l'utilisation Marxiste-Léniniste du scalpel du matérialisme dialectique et historique pour transformer et non seulement interpréter la société.

Rappelons qu'auparavant la Commune a d'une certaine manière enfanté les Soviets comme l'enseignait Lénine lui-même. Nous ne parlons pas ici des formes nationales nécessairement variées, mais du FOND, DE L'ESSENCE DE CLASSE de toute révolution ou processus révolutionnaire qui doit prendre en compte le rapport réel des forces de classe au plan national et international.

En effet l'expérience révolutionnaire anticapitaliste la plus aboutie pour l'instant, mais qui a été temporairement vaincue, est l'URSS. Celle-ci en raison de conditions particulières internes et externes a été amenée à stopper la NEP (nouvelle politique économique) pour engager la socialisation des moyens de production et œuvrer à les développer rapidement pour faire face à l'encerclement agressif de l'impérialisme et de sa forme la plus brutale, le fascisme.

Les expériences chinoises, vietnamiennes, nord-coréennes et cubaines sont des étapes qualitativement inférieures dans la marche inévitable vers l'étape Soviétique. Ces expériences intègrent des concessions à la bourgeoisie nationale plus ou moins importantes selon le pays. Les expériences Bolivariennes sont encore qualitativement en dessous du point de vue du rapport des forces des classes intérieures. Le compromis de classe est encore plus marqué dans des pays comme le Brésil du Parti des Travailleurs (PT), etc.

Dans ces pays, l'affrontement incontournable avec la bourgeoisie compradore est à venir, voire commence seulement maintenant sous une forme qui combine tentative de déstabilisation des bourgeoisies compradores en collusion avec l'impérialisme et lutte électorale entre forces révolutionnaires, anti-libérales, anti-impérialistes et progressistes d'une part et forces contre-révolutionnaires compradores pro-impérialistes d'autre part.

Alors que dans les pays rescapés du camp socialiste défait en 89 et 90 du siècle dernier, la défaite de la bourgeoisie compradore a porté les Partis Communistes au pouvoir dans les démocraties populaires. A Cuba la bourgeoisie compradore s'est réfugiée à Miami aux Etats-Unis, celle de Corée du Nord en Corée du Sud et en Chine la fraction compradore de la bourgeoisie est à Taïwan pendant que la bourgeoisie nationaliste s'est associée aux Communistes et celle du Vietnam est éparpillée à travers le monde. Il y a dans ces pays rescapés du camp socialiste entre le Parti Communiste et la bourgeoisie nationaliste une alliance dont l'objectif est justement de sortir du sous-développement grâce à un « socialisme prospère ».

Or le « socialisme prospère », qui est aussi l'objectif de la lutte de Cuba contre le blocus, va nécessiter une certaine intégration contrôlable par le PCC dans le marché capitaliste mondial tout comme le sont la Chine, le Vietnam et dans une moindre mesure la Corée du Nord. Comme le démontrent pour le moment la Chine et le Vietnam, une telle intégration ne signifie en aucun cas automatiquement la fin de la construction du socialisme, la fin du pouvoir Communiste.

Il n'y a que les Communistes qui ont perdu tout sens de l'optimisme de la volonté dont parlait Gramsci qui sombrent dans le pessimisme qu'engendre toute lecture non matérialiste, non dialectique et anti-scientifique de la corrélation de la lutte des classes et de l'évolution du rapport des forces entre les classes, les nations et les peuples au plan national et au plan international. Cuba a des atouts pour opérer la transition vers le socialisme prospère auquel travaille le PCC tout comme le montrent pour le moment la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam.

Certes tout comme vient de le faire le Parti Communiste Cubain avec l'introduction des « travailleurs indépendants », l'évolution-adaptation au rapport des forces de classes à l'échelle internationale et son prolongement national va faire coexister progressivement à Cuba sur le plan économique les secteurs : socialiste, capitaliste d'état (avec par exemple des joint-ventures de l'État Cubain et Etats ou privés étrangers), privés Cubains, la petite production artisanale ou paysanne, etc.

Bien entendu toutes ces expériences vont poser à terme la question fondamentale soulevée par Lénine lui-même à l'époque de la NEP : Qui l'emportera ?

Voilà toute l'importance théorique et pratique du concept de « socialisme prospère » adossé au patriotisme comme le formule le grand visionnaire Marxiste-Léniniste Fidel Castro.

***Diagne Roland Fodé**, porte-parole du Comité des Sans Papiers de France et du Collectif Afrique.

Le Journal de l'Afrique, Investig'Action. 18 Avril et 23 Mai 2016

Suite de la page (5)

les États-Unis. Les États-Unis ont convenu avec les Français qu'ils n'achèteraient rien aux Haïtiens à moins que les Français ne reconnaissent l'indépendance d'Haïti. Ce double jeu exorbitant a fonctionné. Les Haïtiens mourraient de faim s'ils ne pouvaient vendre leur sucre.

Accrochez-vous à vos cris !

La solution garantissait que les Haïtiens mourraient de faim de toute façon, s'engageant à payer une rançon de 120 milliards de dollars aux Français, achetant leur liberté en espèces après l'avoir achetée dans le sang, s'appauvrissant pour un autre siècle. Lorsqu'ils ont échoué, comme ils le devaient, les Américains et leurs complices sont intervenus, saisissant les services des Douanes et du Trésor d'Haïti, abolissant la constitution haïtienne, bombardant en piqué les paysans haïtiens lorsqu'ils se levaient pour faire valoir leurs droits, volant la terre haïtienne, abattant les Haïtiens des forêts pour planter du sisal, installant une armée fasciste pour maintenir le pouvoir d'une minorité : une élite à la peau claire qui méprisait les Haïtiens noirs dont ils s'engraissaient et se nourrissaient.

Ils avaient de grands projets, l'élite et leurs amis étrangers. Ils allaient révolutionner l'élevage porcin en Haïti, mais ils devaient d'abord se débarrasser des porcs indigènes haïtiens. Les experts ont remplacé les cochons haïtiens par de gros cochons blancs, des cochons qui avaient besoin d'un meilleur logement que les paysans haïtiens qui soi-disant les possédaient. Les experts, par souci de nourriture bon marché, ont alors achevé la ruine de la paysannerie haïtienne en important du riz américain subventionné, détruisant le marché haïtien du riz des hautes terres.

Puis, alors que les Haïtiens s'appauvrissaient à nouveau, les experts et leurs alliés d'élite ont introduit ce qui se rapprochait le plus de l'esclavage connu au cours de ce siècle : des zones franches, où les Haïtiens travaillaient pour le prix de moins d'un hamburger jamaïcain par jour. Les femmes recevaient des injections de médicaments qui arrêtaient leurs règles afin qu'elles n'aient pas besoin de s'absenter pour avoir des bébés. Il leur était interdit d'adhérer à des syndicats.

Accrochez-vous à vos cris !

C'est la nouvelle approche de M. Ban Ki Moon et M. Collier, de M. Zoellick, de la Banque mondiale et de la BID, de M. Kofi Annan et M. Colin Powell, de M. Patterson et M. Manning.

Elle sera dirigée par une collection des plus peu recommandables de ceux que George Soros décrit comme des capitalistes de la mafia, qui ont payé pour la terreur qui a tué des milliers de personnes, conduit des milliers d'autres à l'exil, utilisé le viol comme outil d'application politique et détruit à deux reprises des tentatives désespérées des Haïtiens de recouvrer leurs droits, les droits qui ont été les premiers à proclamer au monde, un siècle avant l'ONU, que chaque être humain a les mêmes droits et privilèges que les autres.

La situation sécuritaire est figée, selon M. Ban Ki Moon. Des gangs d'assassins et de violeurs, condamnés et non condamnés, de concert avec les soi-disant soldats de la paix de l'ONU et les agresseurs d'enfants, contrôleront à nouveau Haïti dans l'intérêt de l'élite en grande partie expatriée, les teneurs de marché dont les frères aînés ont conduit le monde au bord du gouffre, désastre moral et financier, des gens avec un droit divin d'être riches et de sucer le sang des pauvres.

La démocratie haïtienne a été décapitée dans un complot entre le Département d'État américain, l'Institut républicain international de John McCain et les gouvernements français et canadien. Ils ont stoppé le processus de développement, détruit la faculté de médecine naissante et bloqué l'accès des Haïtiens à l'eau potable. Dans une initiative rappelant l'intervention du roi Léopold au Congo il y a un siècle, une sorte de mission de la Croix-Rouge comme Léopold l'a décrite, a fait reculer d'un demi-siècle le développement d'Haïti. Ils n'ont pas tué autant de gens que Léopold.

Accrochez-vous à vos cris !

Et les pauvres, comme le souligne Condoleezza Rice, peuvent toujours voter. Cela ne leur fera pas grand bien, mais cela donnera aux journalistes occidentaux un profond sentiment d'autosatisfaction. En attendant, aux... Haïtiens nous pouvons dire : Accrochez-vous à vos cris ! Un jour, quelqu'un pourrait les entendre. Ils ne savent peut-être pas ce qu'ils veulent dire, mais ils peuvent constituer un paragraphe dans le New York Times.

The Black Agenda Review 28 Septembre 2022

Ndlr.

***Pangloss** est ce personnage de *Candide* ou l'Optimisme, conte philosophique de Voltaire paru à Genève en janvier 1759. Il symbolise la philosophie de l'optimisme béat, décriée par Voltaire.

Suite de la page (13)

partisanes » avec des organisations de solidarité et de défense des droits de l'homme.

En 1997, Isabelita intègre l'École Fédérale de Renseignement, par laquelle sont passés d'autres espions célèbres de la PFA, comme Américo Balbuena, « el pluma » [plume] qui a infiltré l'Agence de Communication Alternative Rodolfo Walsh. Avec l'arrivée du gouvernement de Néstor Kirchner, cette femme agent a demandé à être libérée de ses fonctions.

Pour être enquêté

En 2013, la Ministre de la Sécurité de l'époque, Nilda Garré, a dénoncé Isabelita pour sa responsabilité présumée dans les enlèvements de l'église de la Santa-Cruz après que le Grupo Especial de Relevamiento Documental (GERD) ait analysé son dossier. La présentation a été faite devant le tribunal où se tenait le méga procès de l'ESMA. Après une série de mesures, le juge Sergio Torres a partiellement clôturé la procédure car il n'a pas pu prouver que cette femme avait fait partie des opérations de décembre 1977. Cependant, il a compris que, d'après son dossier, il était clair qu'elle aurait pu être impliquée dans des crimes contre l'humanité et a envoyé la documentation au juge Daniel Rafecas - qui enquête sur les crimes commis dans le cadre du premier corps d'armée – ainsi qu' au bureau du procureur général.

Jusqu'à présent, l'histoire de Isabelita est restée dans l'ombre, contrairement à celle des autres membres du corps d'information de l'PFA. L'agence s'est retrouvée sous les feux de la rampe après le succès de la série TV Iosi - qui raconte, à partir d'une enquête des journalistes Miriam Lewin et Horacio Lutzky, comment José Pérez a passé quinze ans à infiltrer la communauté juive. *« Tous les faits liés au terrorisme d'État doivent faire l'objet d'une enquête et être éclaircis par la justice argentine »*, déclare la procureure María Ángeles Ramos, chef du Procuraduría de Crímenes Contra la Humanidad (PCCH), interrogée sur l'activité d'Isabelita pendant les années de la dictature.

« *Il est crucial d'enquêter sur sa participation aux événements de la dictature* », déclare Horacio Pietragalla Corti, le secrétaire national aux droits de l'homme. « *Cette affaire montre également que ce que le mouvement des droits de l'homme a toujours dénoncé, était vrai : la continuité des pratiques de la dictature durant la démocratie. L'impunité a permis que cela se produise* », ajoute-t-il.

Paula Litvachky, directrice exécutive du Centre d'études juridiques et sociales (CELS), a adopté une position similaire. « Ce que l'on a appris sur Isabelita est utile pour mieux comprendre le fonctionnement de la structure secrète de la PFA et pour réaffirmer la nécessité d'une enquête exhaustive sur son fonctionnement pendant

suite à la page(16)

Suite de la page (12)



Edward Snowden vient d'obtenir la nationalité russe suite à un décret de naturalisation publié le 26 septembre. Il avait auparavant obtenu, il y a juste neuf ans, le statut de réfugié politique, puis, il y a deux ans, le statut de résident permanent. Privilège que n'a pas eu Julian Assange, le fondateur de Wikileaks qui a eu le mérite et le courage de publier plus de 750 000 documents américains et britanniques classés « confidentiels » qui ont mis à nu les violations flagrantes des droits de l'Homme par les militaires américains et britanniques en Irak et en Afghanistan. Illégalement détenu au Royaume-Uni, il risque d'être extradé aux États-Unis où l'attend une mort certaine. En 2020, Edward Snowden a teweeté depuis la Russie pour demander au président américain sortant Donald Trump de gracier le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, pendant ses derniers jours au pouvoir. « Monsieur le Président, si vous n'accordez qu'un seul acte de clémence pendant votre mandat, s'il vous plaît : libérez Julian Assange. Vous seul pouvez lui sauver la vie ».

du monde, tels qu'ils sont décrits dans les gros titres, qui soit source d'inquiétude ? Pourtant, ce sont ceux qui remettent en question la sagesse de placer une organisation paramilitaire hors de portée de nos tribunaux qui sont qualifiés de « naïfs ».

Pendant 75 ans, le peuple des EU a été incapable de faire plier la CIA pour qu'elle s'adapte à la loi, et la loi a donc été pliée pour qu'elle s'adapte à la CIA. Alors que Biden se tenait sur la scène pourpre, à l'endroit où la Déclaration d'indépendance et la Constitution ont été débattues et adoptées, ses mots ont résonné comme le cri d'une Cloche de la Liberté fêlée : « Ce qui se passe dans notre pays n'est pas normal. »

Si seulement ce n'était que cela.

Edward Snowden
20 Septembre 2022
Traduit par Wayan
Relu par Hervé
Le Saker Francophone 23 septembre 2022

Suite de la page (15)

la dictature et durant les années qui ont suivi », a-t-elle déclaré à ce journal. "La continuité des agents secrets qui ont eu quelque participation dans l'appareil répressif et les pratiques d'infiltration pour des raisons politiques exigent l'ouverture des archives et des enquêtes parce qu'il n'est pas raisonnable qu'après toutes ces décennies, il soit pratiquement impossible de reconstituer leur participation au terrorisme d'État et ses règles et son organisation depuis le retour de la démocratie", exige la responsable du CELS.

Informations complémentaires

Le secrétaire aux droits de l'homme a demandé une enquête pour savoir si l'infiltrée de Madres a participe aux enlèvements dans l'église de la santa -CRUZ.

La SDH a demandé une enquête pour savoir si l'agent connu sous le nom d'Isabelita était impliqué dans les crimes qui ont eu, en 1977, comme victimes les trois fondatrices de Madres de Plaza de Mayo, les deux religieuses françaises et sept autres militants.

En parallèle, le ministre de la Sécurité, Aníbal Fernández, a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'espionne qui a été membre du corps de renseignement de la police fédérale pendant plus de 30 ans.

***Luciana Bertoia**. Politologue et journaliste argentin spécialisé dans la justice et les droits de l'homme].

Notes

[1] Luis Alberto Martínez (alias Japonés), membre de la PFA. Inculpé en tant que membre d'un groupe de taches (escadron) du CCD Superintendencia de Seguridad Federal, Capital Federal, dossier 3674 de la CONADEP

Página 12. Buenos Aires, le 16 août 2022
Traduit de l'espagnol par Estelle et Carlos Debiasi
El Correo de la Diaspora. Paris le 18 août 2022

Suite de la page (7)

Power », a-t-il déclaré plus tard dans une interview avec Noticias SIN. « *Je crois qu'il ne reste plus qu'à coordonner les moyens... Maintenant, nous [la CARICOM et la République dominicaine] sommes du même avis, il faut que ce soit une "force spéciale" qui pacifie ce pays.* »

« *Elle doit être concentrée, nous l'avons répété à de nombreuses reprises, dans le maintien immédiat de la paix, une force robuste est nécessaire, capable de récupérer la paix et de mettre fin à la violence déchaînée par les groupes armés* », a déclaré le ministre dominicain des Affaires étrangères Roberto Alvarez à l'AGNU.

L'aide dirigée par les États-Unis à la PNH a été importante. De 2010 à 2020, Washington a injecté 312 millions de dollars pour les armes et l'entraînement. En 2021, la Maison Blanche et le Département d'État ont envoyé un total de 20 millions de dollars. En juillet 2022, le département d'État a renforcé le programme de formation SWAT avec un package de 48 millions de dollars.

Les Nations Unies ont envoyé 28 millions de dollars supplémentaires et le Canada 12 millions de dollars.

Alors que les États-Unis renforcent la police haïtienne, ils ont cherché à mettre fin au trafic d'armes non autorisé, interceptant les expéditions passées en contrebande dans les ports et procédant à des arrestations.

L'administration Biden fait pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il promulgue ses propres sanctions contre Cherizier et ceux qu'elle accuse d'être des trafiquants d'armes.

Mais Haïti regorge d'armes et la PNH est une force anémique. Bien qu'ils aient attaqué des quartiers du G9 et arrêté et tué plusieurs dirigeants, la police n'a pas été en mesure d'écraser cette fédération de quartier.

Des responsables du département d'État ont déclaré publiquement qu'un programme de formation dirigé par les États-Unis, en collaboration avec la France, le Brésil et le Canada, était en cours.

Le 30 juillet, Mike Stokes, un entraîneur de la police du Département d'État en Haïti, s'est plaint dans un message sur Facebook que « *Seuls les politiciens américains pourraient penser que l'envoi de huit instructeurs ici pourrait faire une différence. Haïti a besoin d'une action militaire, si elle veut un vrai changement.* »

Mais Foote dit que l'administration Biden hésite à intensifier l'implication des États-Unis avec Ariel Henry au pouvoir.

« *C'est une étape critique, et l'appétit est ... très réticent à travailler et à sauter avec les deux pieds avec Ariel Henry malgré le fait qu'il soit oint par les États-Unis* », a déclaré Foote.

Avec Washington conscient du sentiment populaire en Haïti contre l'ingérence étrangère, l'image de l'Accord du Montana comme "dirigé par les Haïtiens" est essentielle aux desseins impériaux.

Un passage de Henry à l'Accord du Montana créerait de la crédibilité pour une plus grande implication des États-Unis. Le CFR note que « *pour les États-Unis, travailler en plus grand partenariat avec de telles organisations... pourrait aider à restaurer la confiance des Haïtiens* ».

Le membre fondateur de Montana Accord, Ted St. Dic, a écrit le 7 septembre que « *pour donner à ce processus une chance de succès, les États-Unis devraient utiliser des tactiques créatives et agressives pour intercepter les activités criminelles en Haïti* ».

Alors que « dirigé par les Haïtiens » est un slogan utile pour la consommation publique, les décideurs américains cherchent à diriger par derrière.

« *Je pense aussi que laisser aux Haïtiens le soin de résoudre leurs problèmes est une ligne qui, à mon avis, ignore une situation vraiment très préoccupante et qui se détériore à l'intérieur du pays* », a commenté Juan Gonzales.

« *J'ai entendu vos réponses sur votre objectif global d'un processus démocratique dirigé par les Haïtiens* », a déclaré le sénateur Bob Menendez (D-NJ) à Todd Robinson, secrétaire adjoint du Bureau des affaires internationales de stupéfiants et d'application de la loi (INL). « *Je partage cela, mais quelle est notre initiative pour essayer de créer un semblant de sécurité? »*

« *Nous, à l'INL, travaillons en étroite collaboration avec la Police nationale d'Haïti, le nouveau directeur général, nous allons envoyer des conseillers* », a déclaré Robinson.

Cependant, au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine ont voté pour raccourcir le mandat de conseiller de la police américaine, incitant Washington à chercher un moyen de contourner les instances internationales.

« *Pourquoi pensez-vous que la Russie et la Chine arrêtent cela ? Parce qu'ils veulent une agitation totale dans l'hémisphère... L'autoritarisme.* » Menendez a conclu: « *À un moment donné, nous devons réfléchir à la façon de contourner cela.* »

C'est exactement ce que Washington a fait. Une loi de 2019 appelée Global Fragility Act (GFA) a créé un cadre pour l'intervention américaine. La GFA vise à renforcer le contrôle américain sur les soi-disant « États fragiles » dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale de 2017 axée sur la concurrence entre les grandes puissances. Il s'agit d'un programme conjoint du Département d'État, de l'USAID et du Département de la Défense qui ordonnerait à l'armée américaine de « *jouer un rôle essentiel dans la facilitation de l'ordre public de base et le renforcement des capacités des forces de sécurité étrangères* ». Les troupes



Jimmy "Barbecue" Cherizier, chef des Forces révolutionnaires de la famille G9 et alliés : « Nous sommes le mouvement !... Peuple haïtien, tenez-vous derrière vos barricades. »

américaines opéreraient "par le biais d'activités à faible encombrement, coordonnées et axées sur les partenaires" - similaire à la formule de Daniel Foote. Les méthodes du Pentagone comprennent également des « *opérations psychologiques et des missions d'opérations d'information* ».

La GFA et l'Accord du Montana fonctionnent conjointement. Le CFR résume la stratégie américaine comme « *une forme plus ciblée d'aide internationale par le biais du Global Fragility Act, les Haïtiens jouant le rôle principal* ».

Si les États-Unis ne se tournent pas vers l'Accord du Montana et la GFA pour mener à bien leurs objectifs militaires aux côtés de la PNH, Foote dit qu'une invasion d'Haïti - la quatrième en un siècle - est garantie.

« *Formez la police, redonnez à la police sa capacité, ou nous devrons envoyer 25 000 soldats dans une mission de stabilisation au combat, ce qui accomplira ce qu'elle a prévu de faire, mais il n'y a aucune durabilité là-dedans* », a déclaré Foote.

Alors que Foote et les responsables de l'administration ne sont pas d'accord sur la tactique, ils conviennent que l'intervention américaine est la réponse.

"L'autre a été d'essayer de renforcer la Police nationale haïtienne afin qu'une présence internationale ne soit pas nécessaire - c'est un défi et une entreprise à long terme", a déclaré Gonzales.

Indépendamment du fait qu'Ariel Henry reste au pouvoir ou que l'Accord du Montana le remplace, les États-Unis sont verrouillés et chargés, avec des options pour tous les scénarios.

**Cet article a été publié pour la première fois au MintPress News. Dan Cohen est le co-réalisateur du documentaire à paraître prochainement « Another Vision: Inside Haiti's Uprising ».*

Palestine : l'occupant israélien assassine 4 résistants à Jénine



De gauche à droite : les combattants palestiniens de la liberté tombés au champ d'honneur : Ahmad Nazmi Alawneh, Abdelrahman Hazem, Mohammad al-Wanna, et Mohammad Abu Na'seh

Par Al-Quds News Network

Les forces d'occupation israéliennes ont assassiné quatre jeunes Palestiniens et en ont blessé au moins 44 autres lors d'un raid militaire mercredi matin dans le camp de réfugiés de Jénine, au nord de la ville, en Cisjordanie occupée.

Ce matin [28 septembre], vers 9 heures (06h00 GMT), un grand nombre de forces d'occupation israéliennes et de véhicules militaires ont fait irruption dans le camp de réfugiés de Jénine, tiré à balles réelles dans toutes les directions et lancé des grenades lacrymogènes en direction des résidents, tout en encerclant et en bombardant une maison appartenant à Fathi Hazem, le père de Ra'ed Hazem qui a été abattu par les forces d'occupation israéliennes pour avoir prétendument abattu trois colons israéliens lors d'une opération de tir à Tel Aviv occupée le 7 avril.

Le ministère palestinien de la Santé a confirmé que quatre jeunes Palestiniens ont été assassinés, ce matin, lors de l'assaut israélien sur le camp de réfugiés de Jénine.

Deux d'entre eux ont été identifiés comme étant Abdelrhman Hazem, âgée de 27 ans, le frère de Ra'ad Hazem, et Mohammad al-Wanna, âgé de 30 ans. Ils ont été assassinés par les forces spéciales israéliennes qui ont encerclé la maison de Fathi Hazem, dans laquelle les deux jeunes se trouvaient, dans le camp de réfugiés de Jénine.

Au cours de l'opération militaire, les soldats israéliens ont tiré sur les deux jeunes qui se trouvaient à l'intérieur et ont tiré un missile anti-char en direction de la maison, provoquant un incendie, des panaches de fumée ayant été observés après l'explosion du missile dans l'habitation.

Les affrontements ont éclaté à la mi-journée. Outre les combattants armés de la résistance palestinienne qui ont échangé des tirs avec les soldats israéliens, de jeunes Palestiniens ont jeté des pierres à l'entrée du camp de réfugiés de Jénine, ce à quoi les forces israéliennes ont répondu par des balles réelles et des grenades lacrymogènes, blessant au moins 44 personnes, dont beaucoup seraient dans un état critique, selon le ministère de la santé.

La ville de Jénine, en Cisjordanie, est à l'épicentre des agressions et des opérations militaires israéliennes depuis quelques mois. Selon le ministère palestinien de la Santé, 36 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes depuis le début de l'année dans la seule ville de Jénine, dont Shireen Abu Akleh, journaliste internationalement connue d'Al Jazeera.

Communiqué du mouvement Hamas

Le Mouvement de résistance islamique palestinien Hamas, pleure les vaillants combattants de la liberté qui ont été martyrisés ce matin par les forces d'occupation israéliennes qui ont envahi le camp de réfugiés de Jénine.

Le Hamas réaffirme que le lâche assassinat des combattants de la liberté palestiniens Abdul Rahman Khazem, Ahmed Alawnah, Mohammed Alwanna et Mohammed Abu Na'esa ne passera pas inaperçu. Et nous confirmons que le peuple palestinien qui a juré de protéger la mosquée Al-Aqsa bénie et de s'opposer aux assauts de l'occupation israélienne continuera à résister par tous les moyens possibles jusqu'à la libération et le retour des réfugiés.

Tout en présentant nos sincères condoléances aux familles des courageux martyrs, nous leur exprimons notre soutien face à la persécution et aux attaques constantes de l'occupation sioniste. Ces attaques ne sont qu'une tentative désespérée de dissimuler l'échec de son système répressif face à la résistance continue des Palestiniens.

Al-Quds-News-Network 28 septembre 2022
Traduction : Chronique de Palestine 29 septembre 2022

Nicaragua: Le nouvel ambassadeur des États-Unis ne sera pas acceptét



L'ambassadeur américain désigné au Nicaragua, Hugo Rodríguez

Le Gouvernement nicaraguayen a prévenu que le nouvel ambassadeur des États-Unis dans le pays ne sera pas accepté à cause de ses positions « d'ingérence. »

Le Sénat des États-Unis a approuvé jeudi la nomination de Hugo Rodriguez pour représenter des États-Unis au Nicaragua bien que le pays ait retiré en juillet « le consentement accordé au candidat Hugo Rodriguez » à cause de « déclarations d'ingérence et irrespectueuses » contre Managua.

« Monsieur Hugo Rodriguez, nous le répétons, ne sera admis dans notre Nicaragua en aucune circonstance, » a affirmé vendredi la vice-présidente du pays Rosario Murillo. En donnant lecture d'une note de la chancellerie nicaraguayenne dans les médias officiels, Murillo a répété : « Ici, Hugo Rodriguez n'entre pas. » « Que ceci soit bien clair pour les impérialistes, » a-t-elle ajouté.

D'après la note, la décision des États-Unis de maintenir la candidature de Rodriguez que le Nicaragua considère comme « irrespectueux et pratiquant l'ingérence » et « pas du tout diplomatique » est « insolite. »

« Nous réaffirmons non seulement notre rejet mais notre position ferme de dignité nationale qui refuse absolument l'ingérence et l'action impérialiste, » peut-on lire dans le communiqué.

Rodriguez, qui a été proposé en mai dernier par le président des États-Unis, Joe Biden, va remplacer Kevin Sullivan, en poste depuis 2018, que Managua a accusé d'ingérence dans ses affaires à l'intérieures.

Les relations entre les deux pays sont tendues, en particulier depuis les protestations de 2018 au Nicaragua destinées à organiser un coup d'Etat dans le pays.

Les États-Unis ont lancé en 2021 une campagne de diffamation contre le président du Nicaragua, Daniel Ortega, avant les élections qui ont eu lieu en novembre de cette année-là et au cours desquelles le président nicaraguayen cherchait à être réélu.

Après les élections, Washington a déclaré qu'il ne reconnaissait pas les résultats et a appelé les autres pays à soutenir sa position.

Résumé latino-américain, 1er octobre 2022.
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 3 Octobre 2022

Brésil : Lula et Bolsonaro au second tour



Lula et Bolsonaro

Le tribunal suprême électoral (TSE) du Brésil a réalisé le décompte des voix des élections de ce dimanche et indiqué qu'il y aura un second tour entre les candidats les mieux placés, Luiz Inacio Lula da Silva et Jair Bolsonaro. Le second tour est prévu pour le 30 octobre, selon le calendrier établi par l'autorité électorale.

Sur son site, l'entité a précisé que sur 99,97 % des bulletins dépouillés, le candidat dirigeant du Parti des Travailleurs (péter), Lula, a obtenu 48,42 % des voix, ce qui représente 57 238 986 voix.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a obtenu 43,20 % des voix, c'est-à-dire 51 068 280 voix. À la troisième place se trouve la candidate Simone Tebet avec 4,16 % des voix et l'ancien ministre Ciro Gomes a obtenu 3,04 % des voix. Les autres candidats ont obtenu jusqu'à présent moins de 1 %.

Le président du TSE, Alexandre de Moraes, a fait un bilan de la journée et confirmé que « *mathématiquement, il est déjà certain qu'il y aura ballottage.* »

« *Nous avons eu un jour entier d'élections dans le calme absolu, ce qui ne signifie pas, évidemment, qu'il n'y a pas eu de faits isolés comme dans toute autre élection mais nous sommes arrivés à la fin de la journée avec la certitude que la justice électorale a accompli à nouveau sa mission constitutionnelle de garantir la sécurité et la transparence des élections,* » a-t-il souligné.

Et il a ajouté : « *la société brésilienne a montré son degré de maturité démocratique. Les électeurs se sont rendus dans les bureaux de vote, ont voté, ont choisi leur candidat dans la paix et la sécurité absolue. Je remercie tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont participé à cette fête de la démocratie.* »

« *Nous avons eu la moitié de bulletins blancs ou nuls par rapport à l'élection de 2018 où nous en avions 8,8 %, à l'époque, sur les 80 % qui avaient participé, aujourd'hui nous en avons eu 4,20 %, c'est-à-dire, environ 7 500 000 bulletins blancs ou nuls. Peut-être parce qu'il s'agit d'une élection entre 2 candidats ou polarisée et que pour cette raison, les gens ont plus voté,* » a-t-il déclaré.

À l'annonce des résultats, Lula a remercié ceux qui ont voté pour lui pour leur soutien et s'est engagé à continuer à travailler pour gagner les élections et rétablir le Brésil.

Pour sa part, Bolsonaro a affirmé qu'il parlerait avec les gens pour leur montrer « le meilleur côté » pour eux.

Telesurtv 2 Octobre 2022
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 3 Octobre 2022

La peur comme instrument de pouvoir

Par Aram Aharonian*

Dès notre naissance, on nous inculque la peur : le mantra des religions est précisément de nous faire peur dans ce monde, en marquant notre comportement et en limitant notre joie, afin de faire du mérite et être capable de profiter de tout cela (ou d'autres choses, éternellement), dans l'autre monde, après la mort. Alors, plus de menaces, plus de peurs ?

En d'autres termes, la vie sur Terre ne serait qu'un test d'admission et si nous ne nous comportons pas bien selon les règles et les normes de la religion que nous choisissons ou qui nous est imposée, il n'y aura pas de seconde chance. C'est le terrorisme primaire, de première génération, dit le communicologue Alvaro Verzi. Le terrorisme secondaire serait la menace du changement climatique, de la famine, des gaz à effet de serre, de la guerre nucléaire.

La liste des livres sacrés est énorme, tous possédant l'unique vérité : Bible, Coran, Torah, Talmud, Upanishad, Vedas, Canons du bouddhisme, Livre de Mormon, Tipitaka, Rig Veda, Mahabharata, Bhagavad Gita, Kojiki, Zend Avesta, Guru Granth Sahib... Mais nous ne pouvons pas oublier qu'avec ou sans livres, tablettes ou pierres gravées, nos Indiens avaient aussi leurs religions, même lorsqu'ils adoraient d'autres dieux.

Il existe des dizaines et des dizaines de livres sur la peur, mais j'ai peur de les lire et je vais donc consulter le dictionnaire de l'Académie royale espagnole, qui nous dit que la peur est « *l'angoisse d'un risque ou d'un dommage réel ou imaginaire* ». La peur est une émotion désagréable qui est provoquée par la perception d'un danger, réel ou supposé, présent, futur ou même passé".

Il s'agit d'une émotion primaire qui découle de l'aversion naturelle



Illustration : Edvard Munch, Le Cri (détail), 1893, tempera et crayon sur carton, 73,5 x 91 cm, Nasjonalmuseet, Oslo. ©Nasjonalmuseet/Børre Høstland / Edvard Munch

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! 844-947-0192 (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN ONLINE TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HEALTH

ATTENTION VIAGRA USERS: Generic 100mg blue pills or generic 20mg yellow pills. Get 45 plus 5 free $99 + S/H. Call Today. 877-707-5523

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

Eliminate gutter cleaning forever! LeafFilter, the most advanced debris-blocking gutter protection. Schedule a FREE LeafFilter estimate today. 15% off and 0% financing for those who qualify. PLUS Senior & Military Discounts. Call 1-877-763-2379

HOME IMPROVEMENT

Don't Pay For Covered Home Repairs Again! American Residential Warranty covers ALL MAJOR SYSTEMS AND

pour le risque ou la menace, et qui se manifeste chez tous les animaux, y compris les humains. L'expression ultime de la peur est la terreur. De plus, selon les experts, la peur est liée à l'anxiété.

Il existe actuellement deux concepts différents de la peur, qui correspondent aux deux grandes théories psychologiques dont nous disposons : le behaviorisme et la psychologie des profondeurs. Selon la pensée béhavioriste, la peur est quelque chose d'appris. Dans le modèle de la psychologie des profondeurs, la peur existante correspond à un conflit fondamental inconscient et non résolu (la peur de mourir, l'instinct de survie), auquel elle fait référence.

André Delumeau pense qu'il faut écouter nos peurs : elles sont un merveilleux système d'alarme pour affronter les dangers. Mais il ne faut pas s'y soumettre : il arrive que ce mécanisme s'effondre. Comme une sorte d'allergie, la peur est déclenchée et devient une phobie, ajoute-t-il.

La menace, la peur, les représailles au nom du plus grand bien, ont été la voie de la domination sur Terre. Et cela continue, car lorsque le couplet de la liberté et de la démocratie ne sert plus à rien alors que les gens se font massacrer, le président "démocrate" américain octogénaire nous menace que si nous ne nous comportons pas bien, la guerre atomique peut arriver. Et bye-bye la Terre. Y compris Joe Biden, bien sûr.

Mais nous savons tous que la peur politique est un instrument de pouvoir et que les dirigeants utilisent des menaces réelles ou potentielles pour assurer le contrôle social. La peur n'est jamais épuisée en tant que moyen de pouvoir, car les êtres humains ont besoin de la sécurité de ne pas se sentir en danger.

J'ai eu peur de découvrir qu'il existe d'autres personnes qui affirment qu'il n'y a rien de plus efficace que de soumettre la société à un état de peur permanent afin de la conduire facilement vers les "sanctuaires" que le système lui-même leur offre comme refuge, à savoir se retirer chez soi pour ruminer silencieusement ses peurs, sans sortir pour protester ou manifester afin d'éviter les calamités.

Et puis l'homme qui a peur cherche des divertissements d'évasion dans la télévision ou les vidéos, le cinéma ou la littérature de grande consommation, tout en avalant sans digérer ce que disent les médias annonçant les nouvelles peurs qui menacent la population locale, régionale, nationale et pourquoi pas mondiale, et vendant l'abri de certains temples du salut.

En ce qui concerne la peur en politique, Machiavel a conseillé au Prince d'être craint plutôt qu'aimé ; Hobbes a souligné que la peur et l'État de droit faisaient partie du bien-être social ; Montesquieu a associé la peur au despotisme ; Tocqueville a indiqué que l'anxiété était une manifestation psychique des masses ; et Hanna Arendt a parlé de la terreur qui cherche à détruire la condition humaine.

La religion et la peur se combinent pour créer différentes formes, certaines sociales, d'autres individuelles, marquant des fins ou anticipant leur prélude, exploitant ce mécanisme humain qu'est l'angoisse, l'anxiété, la peur qui, tout en nous faisant souffrir, nous alerte sur le monde extérieur.

La peur est épidémique, elle mord et se propage. Peur de la nouveauté, peur de la différence, peur du changement climatique... Beaucoup se réunissent par le biais de chats sur les réseaux sociaux et partagent leurs peurs, afin de ne pas se sentir acculés uniquement par leurs propres peurs mais aussi par celles du reste du cercle, avec un effet d'effroi exponentiel.

Chacun a la possibilité d'avoir sa propre peur, qu'il affiche même avec fierté, car il sait que cette peur est ce qui lui permet de vivre et fait partie de l'Ordre de la Vénération de la Peur, qui est plus large mais tout aussi peureux que l'Opus Dei. La peur de la peur elle-même et sa propagation dans un empressement démocratique pour que cette peur se généralise : il y aura la peur pour tous.

C'est ce que la philosophe Martha Nussbaum appelle la monarchie de la peur, la journaliste Naomi Klein le capitalisme du désastre et sa doctrine du choc, le sociologue et philosophe Heinz Bude la société de la peur, l'essayiste Bernat Castany Prado la philosophie de la peur, le sociologue Zygmunt Bauman la peur liquide, et le psychiatre Enrique González Duro écrit une biographie de la peur, dit Philip Potdevin.

Les médias et la peur

Les médias ont été dénaturalisés, ils ont abandonné leur fonction informative et sont devenus partie intégrante de la machinerie de l'exercice du pouvoir, où leur rôle d'axe de désordre des subjectivités collectives sème l'angoisse, la peur et la terreur, et criminalise les actions populaires des citoyens émergents.

Les programmes et le langage (écrit, visuel et oral) des médias sont conçus pour produire la peur - et en même temps évincer tout espoir - et construire dans l'imaginaire social l'idée d'un ennemi caché qui viole la sécurité personnelle et met en danger le patrimoine familial, d'où l'angoisse, la peur et la crainte sont trois scénarios qui articulent la nouvelle stratégie des groupes de pouvoir - y compris l'État - pour être présents dans l'inconscient collectif des citoyens.

Parmi les premières séries télévisées américaines, nous nous souvenons des heoriques Black Hawks, courageux pilotes américains qui combattaient les vilains Coréens, et de la pseudo-humoristique Mash, qui nous faisait croire que la guerre était un endroit agréable. C'est que depuis avant la guerre du Vietnam, les médias ont remplacé le discours oral ou écrit par des images dont l'impact est plus grand parce qu'elles s'inscrivent dans l'esprit.

Ils provoquent l'incertitude avec la peur et l'effroi qui sont des réponses spécifiques à une menace interne ou externe perçue par le sujet de manière pérenne et deviennent un effet chronique car il est perçu comme un état permanent dans la vie quotidienne, non seulement par ceux qui sont directement affectés mais aussi par ceux qui vivent ensemble et font partie du segment social où le sujet est inscrit.

Pendant la guerre froide, nous étions chauffés par la peur et la crainte des pays producteurs de pétrole, des chiites et surtout des communistes, qui mangeaient les enfants, tandis que les États-Unis continuaient à intervenir partout dans le monde : ils ont mené quelque 400 interventions militaires à ce jour et une centaine depuis la chute du mur de Berlin. Les recherches menées par le Military Intervention Project de l'université de Tufts montrent que 34 % de ces interventions ont été menées contre des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Avant cela, ils nous ont terrorisés avec le pas de l'oie nazi, puis ils ont avancé avec les poncifs de la désinformation sur les pandémies et sur tout ce qui se passe dans le monde, dont ils ont même tiré de l'argent à travers des films, des séries télévisées, des romans, où les "petits garçons", les gentils, sont des agents de la CIA, des assassins, des sanguinaires... comme Wikileaks l'a démontré avec le cas des tortures immorales à Abu Ghibran. Mais au nom de la liberté et de la démocratie, bien sûr.

Mais aujourd'hui, les médias remplacent subtilement l'agent coercitif dans une large mesure et privilégient la répression idéologique dans cette nouvelle version de la guerre de basse intensité, où nous nous sentons tous menacés sans faire partie des problèmes qui sont rendus publics.

Il y a plus de 31 ans, en 1991, l'histoire de l'information a définitivement changé, puisque le journaliste Peter Arnett a diffusé en direct - et pour 2,2 milliards de personnes dans le monde - ce que nous pensions être la guerre du Golfe ou le bombardement de Bagdad par les "alliés". Dès lors, tout le monde a compris la portée des nouveaux médias et l'usage auquel ils étaient destinés : diffuseurs du message unique et des images.

Les informations, censurées par le Pentagone, sont devenues un spectacle ; un spectacle conçu de manière à plaire à deux milliards de personnes, laissant un sentiment de fait accompli et un avertissement à tous ceux qui osent contester ou contredire les manipulations du pouvoir impérial. Et quand les Marines sont arrivés en Somalie, CNN attendait les soldats...

La décision de l'administration Bush de s'engager dans une guerre indéfinie contre le "terrorisme", à la suite de l'attentat du 11 septembre 2001 contre les "tours jumelles" à New York, a servi de levier pour amener l'opinion publique américaine à accepter l'équation d'une sécurité accrue en échange de coupes dans les libertés civiles et les droits civils consacrés.

La doctrine de sécurité nationale américaine adoptée il y a neuf jours définit la stratégie actuelle à laquelle est attribué le droit de mener une guerre préventive partout dans le monde. Puis vint le Patriot Act, un arsenal de dispositions liberticides adopté en bloc sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme, des mesures exceptionnelles toujours en vigueur. Ce concept établit qu'une seule nation souveraine prévaudra et que les autres - ainsi que le droit international - devront se subordonner à ce dessein : toute action ou opinion, défavorable aux États-Unis, est susceptible d'être considérée comme terroriste.

Le mensonge américain comme arme de guerre, avec ses histoires de terreur pour imposer la peur, la haine de l'autre, la violence guerrière, est toujours diffusé trois décennies plus tard par les médias occidentaux corporatisés et cartellisés, qui multiplient les crises pour augmenter leur audimat et, donc, leurs ressources publicitaires, tandis que leurs armées détruisent des communautés, des vies et des rêves, afin de garder leurs ressources pour elles-mêmes.

Nous pourrions continuer à parler de la peur, de son histoire, de ses méthodes, de ses fins... mais je crains que l'éditeur ne trouve ces disquisitions trop longues pour être publiées. Quand j'ai un accès d'optimisme ou de courage, je reviens pour plus de peur.

*__Aram Aharonian__ est un journaliste uruguayen. Il a étudié le droit et la diplomatie et a commencé à travailler dans le journalisme en 1964, dans des journaux, des hebdomadaires et des magazines. Il a un Master en intégration et est fondateur de Telesur. Il dirige actuellement le portail d'information et d'analyse latino-américain *Sur y Sur*.

Centro Latinoamericano de Análisis Estratégico (CLAE) 16 Août 2022
Traduction Bernard Tornare 24 Août 2022